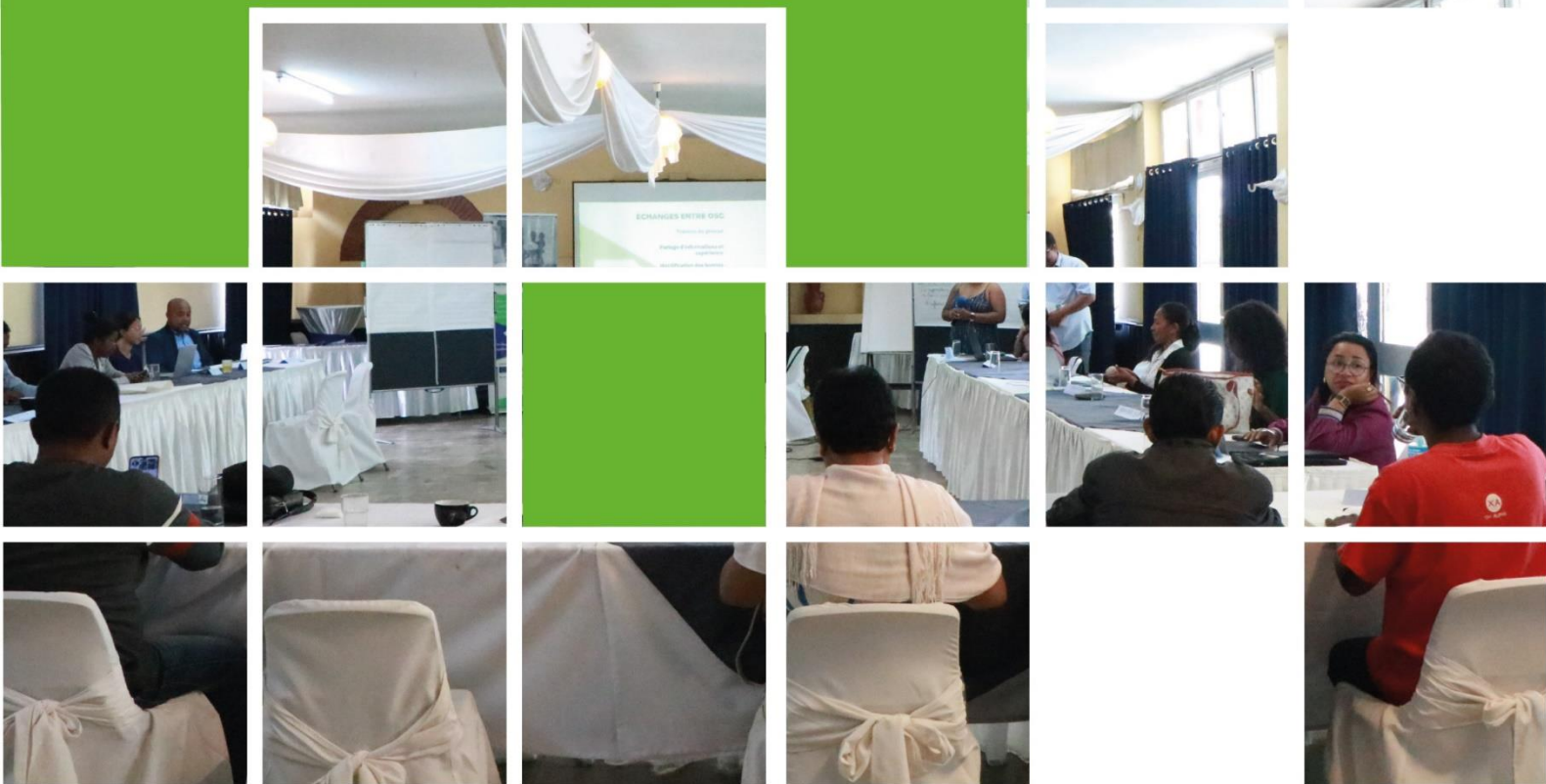


RAPPORT INTERMÉDIAIRE



Analyse situationnelle et de renforcement de capacités de la société civile - *stratégie d'influence*



Juillet 2025

Rédigé par :

- GIANFRANCESCO COSTANTIN, **Expert International**
- HERY RASON, **Expert National**

En collaboration avec :



Co-financé par :



Mis en œuvre par giz

Table des matières

Liste des abréviations	3
Liste des tableaux	3
Liste des figures.....	3
1 Introduction.....	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objectifs	5
1.3 Résultats attendus.....	5
1.4 Portée et limites	5
1.5 Méthodologie	6
1.6 Déroulé des ateliers	8
2 Diagnostic et analyse situationnelle de la participation sociale et politique de la société civile	8
2.1 Les rôles des OSC dans l'espace publique.....	8
2.1.1 La promotion des libertés civiles	9
2.1.2 L'accès à l'information	13
2.1.3 La promotion de partenariats	14
2.1.4 L'influence dans la formulation des politiques publiques	16
2.1.5 L'influence dans la gouvernance locale	17
2.1.6 L'influence dans la gouvernance régionale et nationale.....	18
2.2 Les opportunités et les contraintes pour la PSP	19
2.2.1 Les opportunités	19
2.2.2 Les contraintes.....	21
2.3 Les capacités des OSC	23
2.4 Les ressources et les stratégies des Partenaires.....	24
2.5 Besoins et spécificités régionales.....	25
2.5.1 Analamanga	25
2.5.2 Vakinankaratra	25
2.5.3 Anôsy.....	26
2.5.4 Diana	27
3 Conclusions et recommandations	27
3.1 Les nécessités émergentes.....	27
3.2 Les leçons apprises par rapport au renforcement des OSC	28
3.3 Les bases pour l'établissement d'une stratégie de plaidoyer et renforcement de l'influence des OSC	29
Annexe - Stratégie et Plan d'action visant au renforcement de capacités de la société civile.....	30
Annexe – Rapports des ateliers	33
Rapport d'atelier national.....	33
Rapport d'atelier régional	43
Région Vakinankaratra	46
Région Anôsy	51

Région Diana	56
Annexe – Références documentaires.....	61

Liste des abréviations

CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits Humains
EPU	Examen Périodique Universel
FDA	Focus Development Association
LNOB	Leave No One Behind
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PFSCE	Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance
PRODECID	Projet de Développement Communal Inclusif et de Décentralisation
PSP	Participation Sociale et Politique
QMM	Qit Madagascar Minerals

Liste des tableaux

Tableau 1: Cadre d'analyse de l'influence de la société civile	7
--	---

Liste des figures

Figure 1: Méthodologie.....	6
Figure 2: Modèle des flux multiples (Kingdon, 1998)	20

1 Introduction

1.1 Contexte

La société civile à Madagascar joue un rôle essentiel dans la consolidation de la démocratie, la défense des droits fondamentaux et le contrôle citoyen de l'action publique. Composée d'organisations communautaires, d'associations, de plateformes thématiques et de mouvements citoyens, elle agit à la fois comme relais des besoins des populations et comme contre-pouvoir face aux institutions. Son influence se manifeste notamment à travers des actions de plaidoyer, de sensibilisation, de veille citoyenne, et de participation aux processus de décision, bien que souvent consultative. Toutefois, cette influence demeure inégale et dépend largement de la capacité des OSC à se structurer, à porter des messages collectifs cohérents, et à dialoguer avec les autorités. L'enjeu principal de leur influence réside dans leur légitimité à représenter les intérêts des citoyens face à un État parfois opaque ou faiblement redevable. Renforcer cette influence implique de garantir leur liberté d'action, de leur donner accès à l'information publique, et de soutenir leur professionnalisation afin qu'elles puissent peser de manière crédible et durable dans les dynamiques de gouvernance, de transparence budgétaire et de développement inclusif.

Dans le but de renforcer la capacité des organisations de la société civile, Fanainga + entend mener **une analyse participative de la situation actuelle de la participation sociale et politique (PSP) des OSC à tous les niveaux**. Pour ce faire, des entretiens et des ateliers de consultation ont été entrepris dans le but d'identifier les besoins en renforcements de capacité des organisations de la société civile, notamment celles appuyées par Fanainga +. La réalisation de ces ateliers – au niveau national et au niveau régional - s'inscrit dans le cadre du **Projet de Développement Communal Inclusif et de Décentralisation (ProDéCID)**, soutenu par la GIZ à Madagascar, ayant l'objectif principal de renforcer le rôle des Communes partenaires¹ en tant qu'acteurs du développement local axé sur la lutte contre la pauvreté, en collaboration avec la société civile et les institutions gouvernementales.

Ses interventions du ProDéCID se concentrent sur **cinq axes principaux** :

- i. L'amélioration de la transparence de la gestion financière communale ;
- ii. L'utilisation systématique de formats d'échange et d'apprentissage pour une gouvernance locale efficace ;
- iii. L'utilisation de formats de dialogue et de participation pour une interaction directe entre l'État et les citoyens au niveau communal ;
- iv. La mise à disposition des communes partenaires des approches de développement urbain inclusif et orienté vers la pauvreté ;
- v. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile à travers Fanainga+.

Le deuxième lot de travaux aborde les défis liés à **l'utilisation de formats de dialogue et de participation**, tout comme le précédent lot, mais il se concentre également sur le **renforcement des OSC** aux niveaux locaux, régional et national.

Il prévoit ainsi de faire monter en compétences des OSC afin qu'elles puissent être **reconnues** comme des acteurs crédibles, importants et complémentaires du développement local par les

¹ Notamment, 90 communes réparties dans 8 districts des régions de Boeny et Diana, incluant également la capitale Antananarivo et l'agglomération du Grand Tana.

acteurs étatiques afin d'engager des négociations structurées avec eux sur des questions importantes, et qu'ils puissent créer et utiliser des espaces de rencontre correspondants.

1.2 Objectifs

Le présent rapport consigne les résultats du processus d'**analyse participative de la situation actuelle de la participation sociale et politique (PSP) des OSC à tous les niveaux, issus de l'atelier national et les ateliers régionaux de consultation autour de la Stratégie d'influence de la société civile.**

1.3 Résultats attendus

Les résultats attendus de la mission sont notamment les suivants :

- a) Une compréhension renforcée du rôle de la société civile par les OSC elles-mêmes.
- b) Une méthode de mise en œuvre d'une stratégie d'influence discutée et formulée par les OSC.
- c) Une stratégie et un plan d'action étayant les besoins en renforcement de capacités établie de façon participative
- d) La mobilisation d'un processus de réflexion stratégique des OSC, concernant leurs rôles, leurs actions collectives et les moyens d'action plus adaptés aux contextes du Madagascar.

1.4 Portée et limites

Portée :

La mission a pris soin de considérer les points suivants :

- Les espaces existantes au niveau des communes impliquées dans le programme ;
- L'analyse des capacités et compétences des OSC, qui devront être renforcer pour une action plus efficace ;
- L'identification des différentes modalités possibles pour une participation efficace à la gouvernance locale - plaidoyer, communication publique et communication ciblée, production d'informations et connaissances, suivi des actions publiques, mobilisation citoyenne, etc. – et analyse des facteurs de praticabilité des différentes options.

Mais surtout, les ateliers ont été une **opportunité et un espace de réflexion stratégique**, pour les OSC d'initier un processus d'échange, d'analyse visant à l'identification d'une perspective commune et d'une connaissance partagée sur les dynamiques pouvant constituer des obstacles ou pouvant favoriser une influence accrue des OSC dans les espaces de la gouvernance et de la formulation et mise en œuvre des politiques publiques.

Limites :

Une analyse de la situation plus que l'établissement d'une stratégie commune :

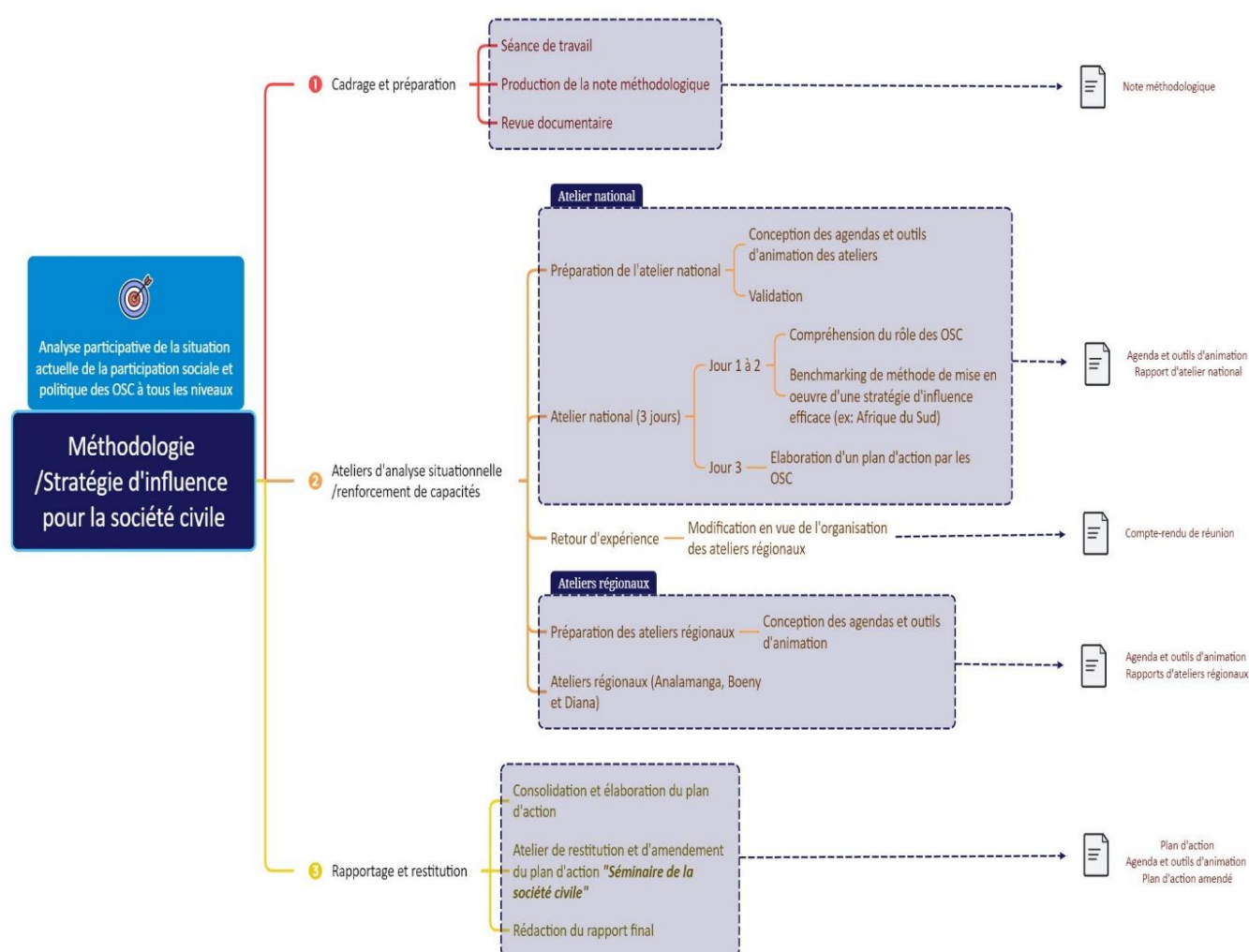
Par rapport aux ambitions d'établir une stratégie d'influence commune de la société civile, les ateliers ont mis en évidence une situation plutôt qu'une stratégie commune entre les OSC. En effet, les ateliers ont permis de constater la présence de certaines dynamiques qui sont d'obstacle à la formulation et à la mise en œuvre d'une stratégie commun aux OSC, et demandent plutôt de formuler et mettre en œuvre une stratégie pour le renforcement des

capacités nécessaires à la perception des enjeux communs. Ces dynamiques, comprennent, entre les autres, la compétition pour la visibilité et les ressources, les conflits de leadership et de reconnaissance par les partenaires, la dépendance aux financements, la prévalence des objectifs individuels des OSC ou des objectifs sectoriels et thématiques, la perception limitée des défis communs aux OSC et qui demandent une mobilisation unitaire. En considérant ces dynamiques, plutôt que d'une stratégie des OSC, cette stratégie doit prendre la forme d'une **stratégie d'appui externe en renforcement des capacités stratégiques des OSC**.

1.5 Méthodologie

La méthodologie de la mission a été construite autour de trois grandes phases ainsi que présentée comme suit :

Figure 1: Méthodologie



Dans ce cadre, les principes méthodologiques suivants ont été appliqués :

- Création d'un contexte partagé** : pour arriver à la compréhension des enjeux communs, les ateliers ont consisté en la création d'un contexte partagé, base pour la

formulation d'une stratégie. Cela a consisté en l'analyse des résultats des études sur la société civile malagasy, la présentation des organisations et de leurs actions.

- b) **Focalisation sur les acteurs et l'analyse des pratiques et des expériences** : l'analyse des intentions, de la nature et des pratiques des organisations a été la référence la plus importante pour la formulation d'une perspective commune. La considération des différences entre les OSC a évité la formulation d'objectifs, de priorités et d'actions qui peuvent se révéler abstraits, non pertinents ou même en conflit par rapport aux agendas et aux modalités de mobilisation et d'actions des organisations de la société civile. Une focalisation sur les acteurs a demandé leur active participation et a comporté aussi une reformulation des finalités des ateliers.
- c) **Mise en valeur des connaissances**. En dépit d'un contexte de relative fragilité, les OSC malagasy ont été impliquées dans la mise en œuvre d'un nombre important d'expériences. Les ateliers ont ainsi prévu : a) une réflexion sur les analyses d'observateurs externes, et leur actualisation sur la base des expériences des acteurs impliqués ; b) l'identification à l'intérieur des expériences des participants des opportunités, des espaces et des leçons apprises pour la formulation de stratégies d'influence.
- d) **Identification des problèmes**. Dans les ateliers, la démarche pour la formulation d'une stratégie a été basée sur l'analyse des problèmes et des facteurs résultant de l'inefficacité relative des plusieurs initiatives et actions des OSC et des plateformes d'OSC. Les stratégies qui ont fait l'objet des discussions, ont donc été fondées sur l'identification d'objectifs et d'actions prioritaires visant à mitiger ou éliminer les obstacles à des actions d'influence efficaces aux différents niveaux et dans les différents espaces.
- e) **Adoption d'un mécanisme structuré de formulation de stratégie et de plan d'action**. Le montage d'un atelier pour la formulation d'une stratégie d'influence commune consiste au montage d'un accélérateur : un processus qui normalement devrait prendre du temps et respecter le rythme de chacun des acteurs impliqués, doit être adapté aux temps et aux ressources disponibles. Cette adaptation a été facilitée par l'adoption d'un parcours structuré. Ce parcours a été basé sur les phases logiques d'un processus de création de sens : a) l'analyse et la reconnaissance du contexte ; b) l'identification des acteurs ; c) l'identification des enjeux particuliers et communs ; c) l'identification des opportunités et des possibilités ; d) l'identification des objectifs, des priorités et des actions ; e) la mise au point d'un plan organisée.

Dans l'établissement de l'analyse situationnelle de l'influence de la société civile, les consultants ont choisi le cadre d'analyse ci-après :

Tableau 1: Cadre d'analyse de l'influence de la société civile

Axe d'analyse	Objectif	Indicateurs possibles
Politique	Identifier les blocages dans l'accès à l'agenda politique et mesurer la capacité d'influence sur les décisions	Participation aux dialogues politiques, obstacles à l'accès aux décideurs, reconnaissance officielle des OSC

Légal institutionnel et	Analyser les contraintes juridiques et institutionnelles et mesurer l'impact des OSC sur les réformes	Cadre légal restrictif ou favorable, accès aux mécanismes de concertation, lois influencées par la société civile
Stratégique	Identifier les faiblesses de formulation stratégique et évaluer la pertinence des propositions citoyennes	Existence de propositions structurées, prises en compte par les politiques, retours des autorités
Mobilisation communautaire	Mesurer la capacité à mobiliser les citoyens et détecter les limites de la participation populaire	Niveau de participation, engagement communautaire, perception de la légitimité des OSC
Partenariats et réseaux	Identifier les opportunités ou blocages dans la collaboration entre acteurs et mesurer l'effet levier des réseaux	Nombre et diversité des partenariats, coordination avec d'autres acteurs, reconnaissance par les bailleurs ou institutions

1.6 Déroulé des ateliers

Pour arriver à la formulation d'une stratégie commune, 4 ateliers ont été réalisés, notamment :

- Un atelier national à Antananarivo, du 19 au 21 Février 2025,
- Un atelier régional à Antsirabe (Vakinankaratra), le 13 et 14 mars,
- Un atelier régional à Fort Dauphin (Anôsy), le 27 et 28 mars 2025,
- Un atelier régional à Antsiranana (Diana), le 10 et 11 avril 2025.

2 Diagnostic et analyse situationnelle de la participation sociale et politique de la société civile

2.1 Les rôles des OSC dans l'espace publique

Alexis de Tocqueville, philosophe politique et historien et un des premiers précurseurs du concept de la société civile, a défini la société civile comme étant **le lieu de naissance et d'exercice des vertus citoyennes, telle que la participation**. Considéré comme étant le troisième pouvoir, elle dispose de plusieurs rôles, à savoir : le plaidoyer, la mobilisation, la fonction de veille et de redevabilité, le renforcement communautaire, la solidarité, l'influence des politiques publiques (CIVICUS, 2022). Elle contribue à la mise en place et au renforcement de la démocratie, à l'édifice d'un État de droit et au respect des droits humains. Dans un sens large, elle contribue et joue un rôle majeur dans l'atteintes des Objectifs de développement durable (ODD).

A Madagascar, les OSC jouent une pluralité de rôles dans l'espace publique – en plus de la prestation de services de base et de services de renforcement des capacités citoyennes de participation aux processus de la politique représentative (tels que à travers l'éducation civique

et la préparation aux élections) – il est possible d’identifier l’engagement des OSC dans la mise en œuvre de plusieurs actions visant à influencer la gouvernance, surtout au niveau local, et la formulation et implémentation des politiques publiques.

2.1.1 La promotion des libertés civiles

Le premier rôle identifié par rapport à l’engagement des OSC est la promotion des libertés civiles. En effet, la Constitution de 2010 reconnaît les libertés fondamentales telles que le droit à une identité légale (Art.8) la liberté d’expression (Art. 10), la liberté d’association et de réunion (Art. 11), l’égalité et la non-discrimination (Art. 8), le droit à l’information (Art. 11), le droit à la vie privée (Art. 10) et la participation citoyenne (Art. 6). Malgré la reconnaissance de ces droits-créances par la Constitution, la législation nationale décèle un certain nombre de lacunes à l’exemple du retard d’adoption d’une loi sur l’accès à l’information à caractère publique, l’existence de lois restrictives encadrant les libertés d’association et de manifestation, la surveillance et la criminalisation de certaines formes d’expression, mais surtout la faible indépendance des institutions de recours comme la CNIDH, la Médiature de la République et la justice administrative.

Les expériences des OSC malagasy par rapport à la possibilité de jouer ce rôle comprennent, dans un sens large :

- La manifestation pacifique pour la défense des droits ;
- La participation active aux consultations et dialogues avec les autorités, notamment dans le cadre de processus internationaux comme l’Examen Périodique Universel (EPU). Dans ce cadre les formes d’engagement des OSC comprennent l’élaboration des rapports alternatifs, la participation aux pré-sessions à Genève et l’organisation des missions nationales pour renforcer le plaidoyer local et le suivi des recommandations internationales sur les droits humains
- La sensibilisation pour faire connaître les droits des personnes (notamment sur des thèmes tels que le genre, le handicap, l’éducation, la participation aux élections, etc.)
- Les actions d’inclusion numérique des jeunes et des femmes vulnérables
- La sensibilisation des citoyens à la surveillance du processus électoral
- L’appui et l’accompagnement aux OSC informelles en formelles
- La mise en place d’initiatives de communication, à travers les émissions radio et des radio numériques
- Le lancement des Plaintes/requêtes/interpellation
- La mise en œuvre de cadre d’échange et de concertation
- Les réunions avec les leaders traditionnels
- La publication de communiqués de presse et de déclaration publiques (tels que ces publiées d’une manière autonome par organisations tels que Transparency International Initiative Madagascar, ou d’une manière collective par des organisations tels que le Mouvement Rohy)

En effet ce rôle semble être jouée surtout par la forme de projets et d’initiatives ponctuelles, ou bien d’initiatives sectorielles (tels que ces sur les jeunes, les femmes, les personnes en situation d’handicap), qui risquent ne permettre pas toujours d’atteindre les résultats espérés en termes d’influence.

En effet, ce qui les OSC lamentent c’est une situation de compression des libertés par rapport à quelle il n’y a pas que quelques actions communes ou bien des actions que sont promues comme collectives, mais qui sont basée sur le leadership de quelques organisations spécifiques

(tels que pour exemple le Mouvement Rohy, qui fatigue à être reconnu comme capable de représenter d'autres collectifs d'OSC tels que les plateformes régionales).

Le droit à une identité légale

Le droit à une identité légale à Madagascar comporte de nombreux défis et enjeux auxquels les OSC jouent un rôle central en tant que gardien des droits.

L'enregistrement à la naissance pour jouir des droits fondamentaux : Le droit à l'identité est un droit fondamental inscrit dans la Constitution malagasy (article 8) et dans les instruments internationaux que Madagascar a ratifiés, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant. Pourtant, dans la pratique, l'effectivité de ce droit reste fragile. Des milliers de personnes, notamment des enfants, ne sont pas enregistrées à la naissance et grandissent sans existence juridique reconnue par l'État. Cette situation engendre une forme d'invisibilité administrative qui prive ces individus de l'exercice d'autres droits essentiels.

Les conséquences sont également démocratiques : sans carte d'identité, il est impossible de s'inscrire sur les listes électorales et donc de participer aux processus politiques. Une part significative de la population malagasy, en particulier les jeunes, se trouve de facto exclue du droit de vote et de la vie citoyenne, ce qui nuit à la représentativité démocratique et affaiblit la confiance dans les institutions.

Enfin, du point de vue de la gouvernance, l'absence d'un système d'état civil fiable empêche une bonne planification des politiques publiques. Le manque de données démographiques précises affecte la capacité de l'État à allouer efficacement les ressources dans les secteurs clés tels que l'éducation, la santé ou la protection sociale. Garantir à chaque citoyen une identité légale constitue ainsi un levier essentiel non seulement pour la justice sociale, mais aussi pour la consolidation démocratique et le développement durable de Madagascar.

La Plateforme de la Société civile pour l'Enfance (PFSCE) œuvre avec l'appui de l'OIF sur l'amélioration de l'état civil à Madagascar. Elle a lancé un plaidoyer pour améliorer l'enregistrement des naissances et a conduit à travers l'adoption de la Loi n°2018-027 du 8 février 2019 relative à l'état une extension du délai légal de déclaration des naissances de 12 à 30 jours. Entre autres, elle a élaboré un guide pratique sur l'enregistrement des naissances.

Malgré tout cela, les défis restent encore importants car de nombreux enfants restent non enregistrés. Les obstacles incluent la méconnaissance des nouvelles dispositions légales, les coûts associés aux démarches administratives, et les difficultés d'accès aux centres d'état civil.

Lutte contre l'apatridie, un plaidoyer au point mort. L'apatridie concerne les enfants non enregistrés à la naissance, les enfants abandonnés, les migrants internes ou les personnes d'origine comorienne ou indienne non reconnues

Sur le plan social, l'absence d'identité légale constitue un facteur d'exclusion. Sans acte de naissance ni carte d'identité nationale, l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la protection sociale ou même à l'emploi devient difficile, voire impossible. Ce sont souvent les populations les plus vulnérables – habitants des zones rurales, enfants nés hors mariage, familles marginalisées – qui sont les plus touchées, perpétuant ainsi des inégalités structurelles et freinant les efforts de réduction de la pauvreté.

Focus Development Association (FDA) est une association malagasy leader dans la promotion du droit des apatrides. Ces derniers ont entrepris des plaidoyers politiques en vue de la révision du code de la nationalité. A priori, l'avant-projet de texte appuyé par FDA est assimilé au lobby

et/ou plaider autour de la question de la binationalité. Après les élections présidentielles de 2023, qui a de facto, fait en sorte de reconnaître la binationalité non seulement au Président de la République élu, mais également aux autres personnes concernées par la même problématique.

La liberté d'expression

De manière générale, la liberté d'expression Bien que la liberté d'expression soit garantie par la Constitution à travers l'article 10, l'interprétation des dispositions de la loi n°2016-029 sur la communication médiatisée tend à pénaliser certains délits de presse. Cette criminalisation des opinions est expliquée par l'ambiguïté des textes légaux mais également l'ineffectivité des organes de protection des journalistes.

Face à cela, d'une part, la société civile malagasy, soutenue par des acteurs internationaux, continue à jouer un rôle crucial pour défendre l'espace civique, accompagner les victimes de répression, et promouvoir un environnement favorable à la libre expression. En ce sens, les organisations nationales telles que l'ONG Ilontsera, Transparency International-Initiative Madagascar, l'ONG Ivorary sont en appui aux actions des journalistes et aux activistes. D'autre part, les partenaires internationaux tels que Reporter Sans Frontières, Civicus, Freedom House, Amnesty International et l'antenne de l'UNESCO à Madagascar offrent un appui aux journalistes, aux activistes mais également aux OSC œuvrant dans cette thématique.

Plus concrètement, la société civile s'engage activement dans l'observation des atteintes aux libertés fondamentales, en lançant des alertes et en documentant les cas de violations, notamment à l'encontre des journalistes, blogueurs ou citoyens critiques. Plusieurs organisations offrent également un accompagnement juridique aux professionnels de l'information ou aux activistes poursuivis pour leurs opinions, contribuant ainsi à garantir un minimum de protection judiciaire. Des recours sont également formulés auprès des instances administratives et judiciaires. Par ailleurs, elles mènent un plaidoyer soutenu en faveur de réformes législatives, notamment pour la dépenalisation des délits de presse et la reconnaissance juridique des lanceurs d'alerte. En parallèle, des actions d'éducation civique et numérique sont conduites pour sensibiliser les citoyens à leurs droits, à la liberté d'expression en ligne et à la lutte contre la désinformation. Enfin, la société civile contribue à maintenir un espace public vivant et pluraliste en créant des cadres alternatifs de dialogue, d'expression et de participation citoyenne, essentiels à la vitalité démocratique.

La liberté d'association, de réunion pacifique et de manifestation

La liberté de manifestation est formellement garantie par l'article 11 de la Constitution malagasy, qui consacre également les libertés d'association et de réunion pacifique. En théorie, ce droit est soumis à un régime déclaratif, où les organisateurs doivent simplement notifier les autorités compétentes. Toutefois, dans la pratique, ce régime fonctionne souvent comme un véritable système d'autorisation, les autorités se réservant la possibilité d'interdire des rassemblements pour des motifs vagues comme la sécurité ou l'ordre public, sans justification claire.

Cette situation ouvre la voie à des restrictions arbitraires, notamment à l'égard des manifestations organisées par l'opposition politique, les syndicats ou certaines organisations de la société civile. Ces rassemblements sont régulièrement interdits ou réprimés, alors que ceux en faveur du régime en place sont plus facilement tolérés. Des cas de dispersion violente

de manifestations pacifiques, d'arrestations de militants et de poursuites judiciaires à caractère politique ont été documentés par des organisations nationales et internationales.

Face à ces limitations, la société civile joue un rôle crucial. Elle surveille les atteintes à la liberté de manifestation, alerte l'opinion publique et accompagne juridiquement les personnes arrêtées. Des ONG locales et internationales, comme SAF/FJKM, Liberty32, Amnesty International ou CIVICUS, mènent des actions de plaidoyer pour une réforme du cadre légal, visant à renforcer les garanties de ce droit fondamental. Elles œuvrent également à la sensibilisation des citoyens et des autorités locales à l'importance du droit de manifester dans une société démocratique.

Lors des élections présidentielles de 2023, le droit de manifestation a été limité par une décision interministérielle n°10001/2021 limitant la tenue des manifestations en situation d'urgence. Cette décision fait notamment référence à la loi 91-011 sur les situations d'exception. L'observatoire des élections Safidy a demandé l'annulation de la décision auprès du Conseil d'État, qui s'est déclaré incompétent et a constaté une exception d'inconstitutionnalité nécessitant la saisine de la Haute Cour Constitutionnelle. Cette dernière jusqu'ici n'a pas soit pas été saisi par la Cour ou n'a pas encore donné suite à la requête formulée par l'observatoire Safidy.

Malgré ces efforts, de nombreux défis persistent : comme l'absence de loi claire encadrant les modalités de manifestation, l'usage disproportionné de la force, la peur des représailles, l'autocensure, et le manque de recours juridiques efficaces. Renforcer le droit de manifester à Madagascar nécessite une volonté politique, une réforme juridique ambitieuse et une reconnaissance pleine du rôle de la société civile comme acteur légitime du débat public.

L'égalité et la non-discrimination

La Constitution malagasy garantit à travers son article 6, l'égalité de tous en droits et en devoirs sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de situation sociale. Malgré cette reconnaissance par la Constitution ainsi que l'adhésion à différentes conventions internationales telles que la CEDEF, le PIDCP et la Charte Africaine des droits de l'Homme, la question de l'égalité et de la non-discrimination reste largement inaboutie dans plusieurs domaines. Dans ce contexte, les OSC jouent un rôle important la promotion de l'égalité et la lutte contre toute forme de discrimination.

Au niveau de la promotion de l'égalité, de plus en plus d'OSC à l'exemple du CNFM, de Nifin'Akanga, de *Focus Development Association*, C for C et autres, œuvrent pour la promotion du genre, notamment pour les droits de la femme. Des coalitions et/ou réseaux d'organisations tels que Men Engage, mobilisent les hommes et les garçons comme agents de changement et promeuvent la masculinité positive. Les organisations œuvrant sur cette thématique interviennent de diverses manières mais tendent au final, à se coordonner et à créer un peu de progrès sur la thématique. Seule l'association Fitia reconnue comme d'utilité publique dispose d'un soutien considérable de l'État mais dispose également du monopole de l'organisation de certains événements. Parmi les luttes menées par les activistes figurent la lutte contre le mariage précoce, la promotion d'une législation encadrée de l'avortement thérapeutique, une meilleure application des lois contre les violences basées sur le genre, le renforcement de la résilience économique des femmes, l'encouragement à leur participation politique et économique.

Dans la pratique, les OSC ont réussi à exercer une influence considérable à travers la promotion de l'adoption de la loi sur les violences basées sur le genre. Elles se trouvent également au centre de la mise en place des Centres d'écoute et de conseils juridiques au niveau des communautés. Malgré ces percées, le manque d'appropriation de la société, toujours patriarcale et de la sphère politique reste le principal obstacle dans l'efficacité de l'influence de la société civile dans la promotion du genre.

Au niveau de la lutte contre toutes les formes de discrimination, les OSC sont principalement actives sur la discrimination basée sur le genre, le handicap, l'origine ethnique et sociale mais également l'orientation sexuelle. La société civile joue un rôle central dans la lutte contre les différentes formes de discrimination à Madagascar, en comblant les lacunes institutionnelles et en défendant les droits des groupes marginalisés. À travers des actions de plaidoyer, de sensibilisation communautaire, de documentation des cas de discrimination et de participation aux mécanismes internationaux comme l'Examen Périodique Universel (EPU), les organisations citoyennes contribuent à faire évoluer les mentalités et à interpeller les pouvoirs publics. Elles œuvrent pour l'adoption de lois plus inclusives, soutiennent les victimes de stigmatisation (notamment les femmes, les personnes en situation de handicap, les minorités ethniques ou les personnes LGBTQ+), et défendent le principe d'égalité devant les services publics et les opportunités économiques. Malgré ces défis, ces acteurs demeurent des piliers incontournables de la construction d'une société plus juste et inclusive à Madagascar.

Enfin, l'application de l'approche Leave No One Behind (LNOB) est quasi-inexistante au sein des OSC oeuvrant dans la thématique. La conception des initiatives n'intègre pas cette approche et ne contribue pas à la réduction des formes de discrimination. Il s'agit d'une méconnaissance du concept de la part des OSC y compris des grandes organisations.

2.1.2 L'accès à l'information

L'accès à l'information est un droit reconnu par la législation malagasy, notamment à travers l'article 11 de la Constitution. En l'absence d'une loi spécifique garantissant le droit d'accès à l'information publique, les citoyens, journalistes et organisations de la société civile rencontrent de nombreuses difficultés pour obtenir des données relatives aux décisions, budgets, marchés publics ou politiques gouvernementales. Cette opacité institutionnelle freine la participation citoyenne, affaiblit le contrôle démocratique et entretient un climat de méfiance envers les autorités.

Face à cette situation, plusieurs organisations de la société civile plaident pour l'adoption d'un cadre légal clair et accessible, et développent des initiatives de veille citoyenne, de journalisme d'investigation et de sensibilisation des communautés locales sur leur droit à être informées. L'amélioration de l'accès à l'information est un enjeu fondamental pour renforcer la redevabilité publique, lutter contre la corruption et promouvoir une gouvernance plus inclusive à Madagascar. Depuis 2007, les organisations de la société civile en appuient l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information à caractère public. L'initiative bien qu'ayant évolué et atteint le stade d'un avant-projet de loi, est restée lettre morte depuis son examen au niveau du Conseil de Gouvernement. L'avant-projet de loi escomptait mettre en place les grands principes d'accès à l'information (gratuité, non-motivation, divulgation maximale, célérité de réponse, disponibilité de l'information). Beaucoup de réticences a été ressenties au niveau de l'administration en raison de l'impact de la divulgation d'informations pouvant mettre à nue des dysfonctionnements du système. Elles peuvent également s'expliquer par le manque de cohérence des données issues de l'administration.

Dans la réalité, les initiatives menées par la société civile pour favoriser la transparence dans les secteurs sensibles telles que la gestion des finances publiques, la justice, les élections rencontrent des difficultés plus importantes. Les OSC sont priées de fournir une demande écrite et ne disposent plus de réponse après cela. Ces initiatives peuvent concerner les données financières jusqu'aux motivations des décisions de justice.

Les actions des OSC comprennent, dans ce contexte :

- La promotion du droit à l'information pour les citoyens (à travers du plaidoyer, de la proposition de mécanismes de mise en œuvre des lois, de propositions de réformes législatives).
- La recherche des informations fiables, crédibles et pertinentes ; notamment suivant des approches sectorielles ou par rapport à des questions spécifiques (ex. élections, fonctionnalité des activités parlementaires, corruption et transparence dans les administrations publiques, etc.)
- La mise en œuvre d'actions d'éducation, sensibilisation, conscientisation sur les droits fondamentaux ;
- La réalisation d'investigations, études, publications, visant à la diffusion des informations sur les politiques publiques (ex. données du budget de l'état ou des ministères) ;
- Le partage des informations par le biais de radio, conférence de presse, presse écrite, TV, réseaux sociaux
- La communication directe et personnelle, Bouche à oreille
- La production de visuels et audio
- La sensibilisation de masse (VAD) sur des thèmes spécifiques
- La mise en œuvre d'initiatives basées sur l'approche IEC (Informer – Éduquer – Communiquer) et CCC (Communication pour le Changement de Comportement), ciblant les citoyens surtout dans des secteurs spécifiques, tels que ceux de la santé ou ceux de l'adaptation au changement climatique, même en collaboration avec les ministères et les autorités publiques
- La mise à disposition des informations et données concernant les OSC elles-mêmes, comme à travers le séminaire Havoria, réalisée plusieurs fois avec l'implication de plus de 20 organisations, avec l'appui des PTF (notamment Fainanga)
- L'engagement des jeunes via les réseaux sociaux pour les droits LGBTQI+, en ouvrant des nouveaux espaces de dialogue pour la reconnaissance de droits civiques encore marginalisés.
- La mise en œuvre de "think tanks", qui trouvent dans la production d'information et les connaissances leurs actions principales (ex. INDRI).

Au-delà de quelques initiatives caractérisées par une certaine durée et permanence, souvent réalisées en forme d'engagement bénévole, sans accès aux ressources financières, les actions des OSC prennent souvent la forme de projets, avec une durée limitée et avec des objectifs et des résultats spécifiques, mais avec une durabilité limitée. Il y a de l'autre côté, l'expérimentation de certains modèles fonctionnels à la mise en place d'une action permanente, tels que le montage de projets, soutenus par des partenaires et des sources de financement divers, mais intégrés dans le cadre d'un même cadre programmatique de longue durée.

2.1.3 La promotion de partenariats

La troisième fonction reconnue par les OSC c'est celle de la création de partenariats et de la mise en œuvre d'actions collectives et de formes de collaboration et d'appui mutuelle entre les

OSC elles-mêmes, et entre les OSC et les communautés, et entre OSC et acteurs publics et privés. Dans ce cadre, en particulier, les OSC reconnaissent certaines fonctions et actions, telles que :

- L'implication des acteurs concernés par des situations spécifiques (ex. conflits sur les ressources - mise en compatibilité des investissements avec l'environnement – utilisation et création d'opportunités sociales dans le cadre des investissements privés)
- La facilitation et la médiation entre communautés et administrations publiques, notamment au niveau local
- L'initiation d'actions de développement local, basées sur la collaboration entre le privé/public et la société civile
- La promotion de la collaboration alliance entre les OSC, notamment dans le cadre de la promotion ou de l'implémentation de projets
- Le renforcement de la coopération des OSC ou des administrations publiques avec les organismes internationaux
- Le montage de coalitions, plateformes et réseaux, notamment sur des questions spécifiques, par rapport aux secteurs et quelque fois par rapport au territoire
- La promotion d'échanges de connaissances, expériences, aux différents niveaux, sur des thèmes spécifiques ou par rapport aux secteurs d'intervention – souvent en réponse d'a
- L'appui aux communautés locales et la mobilisation des ressources externes (y compris des ressources et capacités techniques, comme dans le cadre de certains projets de protection de l'environnement nécessitant des compétences et des capacités des ONG internationales).

Les partenariats objet des actions des OSC sont dans la majorité temporaires ou liées à la mise en œuvre d'initiatives et actions spécifiques, ce qui donne l'origine à des consortia, mais pas à des plateformes ou des alliances permanentes.

Des partenariats permanents existent quelques fois entre les OSC et les administrations publiques au niveau local, mais dans la majorité prennent la forme d'initiatives de coopération informelle, basées sur les connaissances et les relations personnelles. Ce dans ce cadre qui a été réalisées pour exemple des événements tel que la « Semaine de la ville d'Antsirabe » en 2024, regroupant plusieurs OSC à côté de l'administration municipale.

De collaborations et des formes de communication existent aussi avec les administrations publiques au niveau national, mais elles sont en majorité liées à la présence d'espaces de dialogue ou de coopération, ou bien de projets, créés par des entités internationales (y compris de réseaux thématiques ou des plateformes sectorielles). La possibilité de trouver des opportunités de coopération et communication avec les entités gouvernementales c'est en effet une des motivations pour la participation des OSC aux réseaux et aux plateformes sectorielles, ou internationales.

La possibilité pour les OSC de jouer un rôle de promotion du partenariat entre les acteurs du développement local est reconnue comme dépendant des appuis des PTF, des connaissances personnelles, des opportunités spécifiques dérivées des lois sur les responsabilités sociales des entreprises (ex. décret MECIE. En considération de ça, l'engagement des OSC dans la mise en œuvre de partenariats semble être caractérisé par une composante d'opportunisme et par une composante d'occasionaliste, plutôt que par la référence à des stratégie de long terme.

2.1.4 L'influence dans la formulation des politiques publiques

Un quatrième rôle est reconnu par rapport à la formulation et au suivi des politiques publiques. Il s'agit d'un rôle joué surtout par des organisations sectorielles au niveau national, à travers des modalités telles que :

- La participation au processus de révision du cadre juridique des OSC, en dialogue avec les autorités et les partenaires techniques et financiers
- La participation au cadre de concertation et de consultation (cadre de concertation de la CENI, cadre de concertation citoyenne budgétaire en vue de l'élaboration des lois de finance, ...)
- Le dialogue avec le ministère de la Justice sur les réformes législatives, la protection des droits humains et la rédaction de projets de loi (ex. Projet de loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte)
- Partenariats avec les ministères sectoriels (éducation, santé, jeunesse, travail, environnement, protection sociale, etc.) pour l'analyse des obstacles à l'accès aux droits et la formulation de recommandations politiques ; ces partenariats impliquent quelques fois des plateformes thématiques et quelques fois des ONGs spécialisées et reconnues pour leurs compétences techniques (des exemples sont ces de la ONG Lalana, de l'ASOS, du réseau Hina)
- Le suivi de certaines politiques (genre, jeunes, santé, éducation, environnement, eau)
- La réalisation d'études et la mise à disposition d'informations et connaissances ;
- L'initiative critique, à travers des media et de la publication de déclarations ;
- La création des liaisons entre décideurs et citoyens, par la mise en œuvre de consultations, par des pétitions ou par l'organisation de rencontres, conférences, etc. y compris à travers la mise en place de centres de coalition sectorielle, pour renforcer la communication entre les parties prenantes sur des questions spécifiques.

L'engagement dans ce rôle est fortement conditionné par les compétences techniques des OSC et par la disponibilité de ressources et d'appui des PTF. Dans les initiatives visant à influencer les politiques publiques on trouve souvent des coalitions « verticales » entre les OSC, dont il y a une organisation spécialisée au niveau national avec un rôle central de coordination et de leadership technique, et des organisations locales avec des fonctions d'appui.

La présence d'organisations nationales spécialisées est une condition pour la reconnaissance des contributions que les OSC peuvent donner à la formulation et au suivi des politiques publiques : plutôt qu'un rôle de citoyenneté active, ce qui semble reconnu aux OSC dans ce cadre – autant par les administrations publiques et par les PTF - c'est un rôle de fournisseurs d'expertise technique.

Le manque de reconnaissance d'un espace politique de participation directe des citoyens à la gouvernance des intérêts et des biens communs, complémentaire à l'espace de la démocratie représentative et à l'espace administratif (dont le rôle principal est-ce des parties politiques et des administrateurs publics), favorise la labellisation des OSC comme « **opposants politiques** » quand ils prennent des positions critiques. En effet, la crainte d'être objet d'une telle labellisation limite l'orientation des OSC à participer aux plateformes impliquées dans des actions d'influence sur les politiques publiques et représente un obstacle important pour l'engagement des OSC, pour le fait qu'il implique que l'engagement dans cette fonction soit perçu comme dangereux par les OSC impliquées dans la prestation des services, qui sont souvent celles dans lesquelles il y a la plus forte accumulation d'expertises et de compétences techniques.

Entre autres, les OSC jouent en rôle central dans la mise en place d'un débat public au sein de la communauté avant l'instruction des projets de grande envergure comme le projet d'autoroute reliant Antananarivo et Toamasina, ou encore le projet d'extraction minière de Base Toliara. Dans le cadre de ces projets, la mise en place de forum communautaire, de plateformes numériques de consultation, d'ateliers participatifs ou de co-construction, de discussions de groupes, de concertations individuelles, d'enquêtes/sondages, sont autant de méthodes auxquelles les OSC peuvent s'insérer. En matière environnementale, la maîtrise et la connaissance de la législation en vigueur (Charte de l'environnement, Code minier, décret MECIE...) est un facteur clé de succès, mais qui est souvent applicable aux OSC au niveau central. Cette compétence doit impérativement être acquise et renforcée au niveau régional.

S'agissant de politiques publiques, la connaissance de la légistique ou plus précisément de procédures d'élaboration et d'adoption des textes légaux et réglementaires est un outil indispensable en vue de l'influence des politiques publiques. S'ajoute à cela, la disponibilité d'un réseau autour du processus. Le même constat est valable à différents niveaux (national, provincial, régional et communal). Cette expertise existe au sein de quelques OSC mais nécessite un renforcement particulier au niveau des autres OSC.

Parmi les compétences techniques nécessaires à une meilleure influence des politiques publiques, figure la capacité de collecter, de recouper et d'analyser les données de manière à fournir des données et analyses crédibles. La maîtrise des méthodes de collecte de données est essentielle pour renforcer l'efficacité des actions de plaidoyer et d'influence. Elle permet de fonder les revendications sur des preuves tangibles, rendant les messages plus crédibles et difficiles à contester par les décideurs. En adaptant les outils de collecte (enquêtes, entretiens, focus groups, etc.) aux contextes et aux cibles, les acteurs du plaidoyer peuvent mieux comprendre les causes profondes des problèmes, impliquer les communautés concernées et affiner leurs stratégies. Ces données servent non seulement à légitimer les propositions formulées, mais aussi à mesurer l'impact des actions entreprises et à ajuster les approches. En somme, une bonne maîtrise des techniques de collecte de données transforme le plaidoyer en une démarche structurée, fondée sur des faits, et capable d'influencer durablement les politiques publiques. Cette capacité est perçue au niveau des OSC nationales mais nécessitent un renforcement particulier au niveau régional.

2.1.5 L'influence dans la gouvernance locale

L'influence dans la gouvernance locale est un rôle reconnu par plusieurs organisations, y compris les petites organisations et associations citoyennes qui se mobilisent et opèrent seulement au niveau local, autant comme structures ayant un statut légal et comme structures et groupements informels. Par rapport à ce rôle, il est possible l'identification de multiples formes d'engagement et d'action, telles que :

- L'implication dans les structures locales de concertation prévues dans les lois (CCDS, FEFFI, COSAN, KMD - Comités d'exécution des Dina, structure de concertation (SLC) au niveau des communes, par initiative des OSC et dans le cadre des politiques nationales de décentralisation²
- Le suivi et l'évaluation des administrations locales (ex. évaluation de l'Indice de Transparence Budgétaire) ;

² DECRET n° 2015 – 957 relatif à la Structure Locale de Concertation des Collectivités territoriales décentralisées

- Le renforcement de la participation citoyenne aux mécanismes et aux processus de décision au niveau des communes et des communautés (ex. les budgets participatifs, expérimenté sur plus de 221 communes) ;
- La promotion de la participation des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale (ex. la Plateforme Jeunes Leaders d'Analanjirifo qui grâce à des formations sur la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne, les membres ont renforcé leur implication dans la gouvernance locale, en partenariat avec les autorités du district de Vavatenina) ;
- La sensibilisation/conscientisation sur les problèmes sociaux ;
- La mise en place des structures locales de concertation (anti-corruption, participation citoyenne) ;
- La mise en œuvre de structures de gestion des services avec une approche de social business (ex. Soa Koja sur les systèmes de gestion d'eau communautaire) ;
- La mise en place de mécanismes de gestion des ressources naturelles (tels que la Coopérative FIFIMPAVA qui regroupe les paysans-pêcheurs, gestionnaires des 4 grands lacs de la région et qui militent pour la protection des bassins versants et de l'environnement autour de ces espaces de vie - Vakinankaratra).
- La mise en place des centres d'assistance juridique pour les citoyens ;
- Le plaidoyer pour l'amélioration des services au niveau local (ex. à Diana, plaidoyer auprès de JIRAMA pour la gestion des coupures d'électricité et des programmes de délestage, ou - dans la même région – le plaidoyer pour une Loi unique sur le tarif des taxi brousses).

Les initiatives de participation à la gouvernance locales si d'une côté ont impliqué un grand nombre d'OSC et un grand nombre de collectivités territoriales, de l'autre souffrent souvent d'une durabilité très faible, pour leur dépendance des projets et des ressources des PTF. Encore plus que par rapport à la participation des OSC à la gouvernance publique au niveau national, il semble nécessaire le développement des modèles de mobilisation des ressources et de création de capacités locales permanents pour l'engagement dans la gouvernance locale.

Il faut également tenir compte du problème de la perméabilité et de la vulnérabilité des OSC locales aux dynamiques politiques. D'un côté, les OSC locales sont plus vulnérables aux menaces des autorités, des factions politiques ou des porteurs d'intérêts au niveau local, de l'autre côté, les leaders des OSC locales peuvent être plus facilement cooptés par ces mêmes acteurs qui peuvent les menacer.

2.1.6 L'influence dans la gouvernance régionale et nationale.

Finalement, un rôle des OSC en même temps reconnu et remise en question, c'est celui lié à l'influence dans la gouvernance régionale et nationale, d'une manière pas directement liée à la formulation ou au suivi des politiques publiques sectorielles. Il s'agit d'un rôle joué d'une façon directe par un nombre limité d'OSC, tels que :

- Les organisations actives dans la lutte contre la corruption et dans l'appui au système judiciaire (ex. Transparency International-Initiative Madagascar,
- Des plateformes telles que la Plateforme Nationale de la Société Civile (y compris son réseau de plateformes régionales) et le Mouvement Rohy ;
- Les organisations et les plateformes nationales spécialisées sur le plaidoyer auprès des pouvoirs publics, notamment sur les questions de gouvernance, de droits humains et d'égalité de genre (IVORARY, AVG, Tolotsoa, Indri, CCOC, Ravintsara, MSIS, etc.) ;

- Quelques organisations impliquées dans l'observation, le suivi des Objectifs du Développement Durable, et la gouvernance des ressources naturelles, surtout dans le cadre d'initiatives internationales ou des initiatives des agences des Nations Unies. C'est le cas pour exemple de l'initiative VINTRANA, qui regroupe les OSC autour de la mise en œuvre et du suivi des ODD à Madagascar, en partenariat avec le gouvernement et le PNUD, ou des actions mise en œuvre dans le cadre de l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive (ITIE).

Il est possible mettre en évidence, par rapport à la possibilité de jouer ce rôle, quelques éléments à considérer :

- a) La faiblesse de l'ancrage des initiatives au niveau local : dans la grande majorité des situations, l'engagement dans la gouvernance au niveau national c'est une affaire des organisations basées à Antananarivo. Si les organisations locales sont impliquées, elles ne jouent pas un rôle d'initiative et souvent participent d'une manière limitée aux décisions.
- b) S'il n'est pas au propos de questions tels que la corruption, les processus électoraux, et la protection des défenseurs des droits humains, il semble possible identifier une certaine difficulté dans l'identification des enjeux par les OSC - ce qui fait de l'engagement dans la gouvernance une thématique pas intéressante pour la majorité des OSC. Cette difficulté semble un des facteurs de faiblesse de la Plateforme nationale des OSC, qui avait été créée avec un agenda focalisé sur le processus de conciliation et de retour à la démocratie suite à la crise de 2009.
- c) Au dehors des espaces liés aux initiatives internationales, tels que ceux de l'ITIE ou ceux concernant les ODD, et hors des espaces institutionnels concernant la lutte contre la corruption (ex. BIANCO), ils n'existent que des espaces de dialogue très réduits, sur les questions de gouvernance entre le gouvernement et les OSC. Le manque d'espace limite l'efficacité des actions des OSC et donc leur motivation à l'engagement.

2.2 Les opportunités et les contraintes pour la PSP

Les ateliers ont permis l'identification d'un ensemble d'opportunités et d'obstacles qui est nécessaire de considérer dans la réflexion autour d'une stratégie sur la participation des OSC à la gouvernance et aux politiques publiques.

2.2.1 Les opportunités

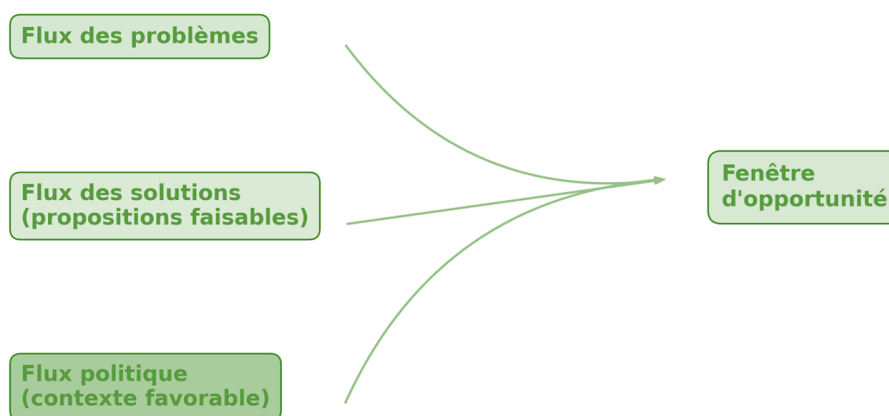
De manière générale, de nombreuses opportunités s'offrent aux OSC malagasy pour accroître leur influence. Nous pouvons notamment citer :

- La prévision d'une intégration des OSC au sein des instances de participation et de concertation (COSAN, SLC, ...) et des instances décisionnelles (CESC, CSI, CSE PAC, CNIDH, HCDDED...)
- La reconnaissance des OSC dans le cadre des projets publics (ex : le projet TADY Diaspora)
- Les instances et les cadres de consultation au niveau des administrations régionales et locales
- Les instances judiciaires basées sur l'implication des autorités locales, tels que le DINA

- Les accords et les cadres législatifs régissant l'exploitation des ressources naturelles (y compris la participation du Madagascar à l'EITI)
- La participation du Madagascar aux conventions des Nations Unies, qui légitime la production de rapports des OSC sur la mise en œuvre des conventions
- Les initiatives d'appui sectoriel promues par les organisations internationales, dont il y a des espaces de dialogue et consultation citoyenne, ou bien de consultation technique
- L'existence d'actions de visibilité (Organisation du salon de la société civile à Fort-Dauphin, Good it's a day)
- Les infrastructures de service pour les jeunes et pour les femmes, dont il est possible de développer des espaces de participation des OSC ou des initiatives d'animation/mobilisation citoyenne
- Ouverture au dialogue de certaines administrations publiques, tels que quelques ministères (MEN, MICA, MEDD, MEF, ministère de la Jeunesse et des sports) et certaines administrations locales
- Les lois concernant la décentralisation (ex. établissement des SLC)

S'il faut considérer chaque initiative d'influence, il faudra également analyser et appuyer les OSC suivant le modèle de méthode des flux multiples (Kingdon, 1995).

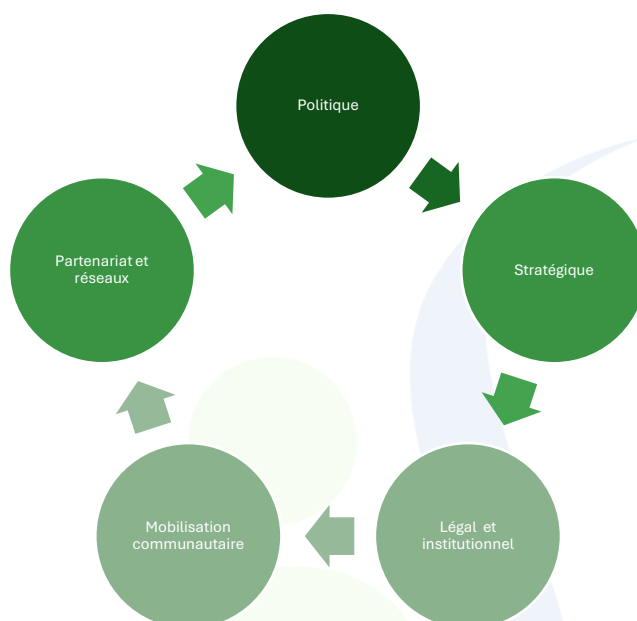
Figure 2: Modèle des flux multiples (Kingdon, 1998)



Le modèle explique comment une politique publique émerge lorsqu'une fenêtre d'opportunité s'ouvre grâce à la conjonction de trois flux indépendants : le flux des problèmes (reconnaissance d'un enjeu comme prioritaire), le flux des solutions (existence de propositions techniquement faisables et acceptables) et le flux politique (contexte institutionnel et rapport de force favorable). Lorsqu'un entrepreneur de politique parvient à aligner ces trois flux au bon moment, une réforme peut être adoptée. Ce modèle met en lumière le rôle du timing, des idées en circulation, et du contexte politique dans la formulation des politiques publiques. Cette approche est jusqu'ici lacunaire au sein des OSC malagasy.

2.2.2 Les contraintes

L'analyse situationnelle repose sur cinq (05) axes principaux :



Les consultations ont permis de recueillir et d'identifier les contraintes suivantes :

Au niveau politique :

- La perception de prolongements des intérêts politiques ou étrangers
- Le manque de reconnaissance de la citoyenneté active par les administrations publiques et par les parties politiques, et le manque de compréhension des espaces de participation à la gouvernance des dynamiques sociales, économiques et environnementales complémentaires aux institutions de démocratie représentative et des administrations publiques ;

Au niveau légal et institutionnel :

- Le cadre légal reste obsolète et imprécis, limitant la reconnaissance formelle et l'impact des OSC et l'absence de mécanismes institutionnalisés de dialogue (notamment il n'y a pas d'espaces de dialogue et de concertation reconnus par la loi, au dehors de ces liés à la décentralisation et aux conventions internationales, qui de toutes manières ne prévoient pas de sanctions si ne sont pas mis en œuvre) ;
- L'absence de mécanismes institutionnalisés pour l'accès à l'information par les OSC : la réticence de l'administration à l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information à caractère publique ;
- L'insuffisance d'encadrement d'une loi sur la protection des défenseur.ses des droits humains et des lanceurs d'alerte ;
- L'existence d'une volonté d'encadrer le rôle de la société civile et sa participation dans la vie publique à travers une loi.

Au niveau stratégique :

- La méconnaissance de la société civile, de son rôle par la SC elle-même tandis que les autres acteurs l'assimilent à de simples prestataires de service, à l'opposition.
- Le manque d'appropriation de l'approche basée sur les droits humains et la méconnaissance du droit (des droits-créances, des mécanismes institutionnel et légal garantissant le respect de ces de droits, des détenteurs d'obligation, ...)
- L'absence de stratégie de plaidoyer en cohérence avec le plan stratégique des OSC : parmi les accompagnements fournis par Fanainga + figurent la nécessité d'un plan stratégique. Néanmoins, l'inexistence d'une stratégie de plaidoyer définissant clairement les objectifs, les cibles, les messages de plaidoyer éparpille les actions de plaidoyer des OSC. La mise en place d'un cadre de suivi et d'évaluation de ces actions est recommandée. Très souvent, les initiatives d'influence requièrent la mesure/l'évaluation des changements de comportement (Science comportementale). Cette compétence n'existant pas encore au sein des OSC.
- L'insuffisance et parfois l'absence de modèles de durabilité des OSC, limitant leur possibilité d'engagement dans des actions d'influence et qui génèrent des conflits potentiels entre engagement dans la prestation des services et engagement dans les initiatives de gouvernance, de plaidoyer, de contrôle citoyen ;
- La présence d'une forte compétition entre OSC, autant pour la visibilité et pour l'accès aux ressources ;
- La méconnaissance des opportunités de dialogue et PSP, et des opportunités de participation

Au niveau de la mobilisation communautaire :

- La cooptation des OSC à travers des subventions, de financements et de formes d'accès privilégiée aux ressources publiques ;
- La cooptation des leaders des OSC dans la sphère politique et dans le secteur privé ;
- Le faible enracinement des OSC nationale et le manque de solidarité entre le niveau national et local ;
- La méconnaissance/ou le désintérêt des citoyens s'expliquant par une culture de résignation ou par l'accentuation de la pauvreté ;
- La faible capacité organisationnelle des OSC (ressources matériels, humains et financiers, outils inadaptés au contexte, c'est-à-dire, la culture, la langue) ;
- L'insuffisance de mécanismes de redevabilité envers les communautés ;
- La peur de représailles, spécifiquement dans un contexte local où chacun se connaît.

Au niveau des partenariats et des réseaux :

- La faiblesse des réseaux et des plateformes, en dehors de ceux engagés sur des thèmes et questions spécifiques ;
- La reconnaissance de la valeur des différences entre les OSC elles-mêmes voire du caractère complexe de la société civile, qui amplifie les conflits liés à l'adoption d'approches et positions différentes ;
- Le manque de mécanismes de représentation adaptées aux OSC et l'utilisation dans le cadre des plateformes de mécanismes basées sur l'élection, la cooptation ou la reconnaissance de leaders individuels, au détriment de formes de participation collective

- L'identification entre organisations et leaders, avec la conséquence d'une forte difficulté dans les dynamiques de reconnaissance des nouveaux leaders et d'une forte difficulté de mise à jour des agendas et des positionnements par rapport aux processus sociales et politiques
- La faiblesse des liens internationaux et de l'accès aux informations sur les approches et les modalités d'engagement dans les processus de gouvernance et de formulation/gestion des politiques publique expérimentées au niveau international
- La participation aux réseaux et aux plateformes d'OSC basée sur la possibilité d'avoir accès aux opportunités (financements, visibilité, relations privilégiées avec d'autres acteurs), qui affaiblie la capacité de ces organismes collectifs de mettre en œuvre d'actions efficaces de participation/influence.

2.3 *Les capacités des OSC*

Les OSC malagasy semblent caractérisées par des différences importantes, autant pour ce qui concerne la nature et les caractéristiques des OSC et pour ce qui réfère à leurs capacités. Il est possible d'observer une concentration des capacités relatives à la participation et à l'influence sur les politiques publiques au sein d'un nombre limité d'OSC, en prévalence localisée à Antananarivo. Ce groupe d'OSC comprend surtout des organisations spécialisées et fortement structurées : des plateformes et des organisations individuelles qui sont impliquées sur des initiatives de plaidoyer, de participation aux espaces de concertation, de suivi des politiques publiques, etc.

En dépit des expériences d'engagement dans la gouvernance et dans le suivi-évaluation des politiques et des pratiques publiques, dans la grande partie des OSC il est possible d'observer des faiblesses concernant la mise en œuvre d'actions d'influence liées à :

- Le manque de capacités stratégiques et d'analyse des défis émergents ;
- La faible capacité de définir les priorités à travers l'analyse des réalités de référence, et non pas en référence à des opportunités immédiates ;
- Un ancrage faible aux communautés de référence, qui comporte la difficulté dans la formulation des objectifs et des stratégies pour les atteindre ;
- La confusion entre espaces de la communication, de la visibilité et de l'influence, ce qui comporte une identification entre plaidoyer et communication ;
- Une faible capacité d'analyse d'économie politique, qui résulte dans une tendance à ne pas s'engager dans des actions en commun, dans l'identification inefficace des partenaires et de acteurs ciblés par les actions et dans l'analyse des risques et des opportunités ;
- Le manque de stratégies de durabilité, notamment par rapport à la mobilisation des ressources financières et de ressources techniques et humaines, avec des conséquences telles que la dépendance de la mise en œuvre de projets, la dépendance par les PTF et la tendance à réaliser des actions de courte durée, la compétition avec les autres OSC pour la visibilité et pour les ressources ;
- Une faible connaissance des opportunités existantes, avec une concentration sur les obstacles plutôt que sur les possibilités et les potentialités d'action (y compris des possibilités d'intégration entre prestation des services et engagement dans la gouvernance et dans les initiatives d'influence) ;
- Un manque de connaissance et d'expertise sur les méthodologies, les techniques et les expériences d'influence sur la gouvernance et les politiques publiques.

En effet, il semble que les nombreuses expériences d'engagement dans des formes de participation citoyenne à la gouvernance et à l'influence sur les politiques publiques **n'ont pas généré des processus de développement des capacités dans toutes les OSC impliqués**, ni des dynamiques de transfert des capacités et des connaissances entre les organisations leaders et les autres entités impliquées dans les actions.

Les actions d'influence ont donc, souvent, été réalisées comme des activités de courte durée – dans le cadre de projets dans lesquelles les OSC locales jouées **des rôles de partenaires de mise en œuvre ou de bénéficiaires** – plutôt que comme des actions faisant partie de stratégies d'influence et d'action de longue durée.

2.4 Les ressources et les stratégies des Partenaires

Les actions et les expériences de participation à la gouvernance et aux politiques publiques des OSC malagasy ont été fortement influencées par les ressources et les stratégies des partenaires techniques et financiers. Dans ce cadre, il est possible d'observer la centralité de quelques initiatives stratégiques, notamment :

- a) La mise en œuvre des « Feuille de route de l'UE pour l'engagement avec la SC », dans le cadre de laquelle ont été financées des initiatives tels que le programme Dinika et que les programmes Fanainga et Fanainga +, qui se sont traduits dans des mécanismes intégrant renforcement des capacités et financements aux OSC
- b) L'appui aux dynamiques de décentralisation, y compris le programme ProDeCid, avec des modalités de mise en œuvre basée sur des financements de petites dimensions et des actions de renforcement des capacités, les initiatives du PNUD et d'autres agences des Nations Unies, et de la Banque Mondiale
- c) L'appui aux processus démocratiques, au niveau national et au niveau local, surtout à travers la mise en œuvre d'actions de soutien aux élections (formation, divulgation et observation/suivi), réalisées souvent avec la participation de plateformes et réseaux d'OSC
- d) L'appui au renforcement et à la redevabilité des administrations publiques, par moyen d'actions de renforcement aux mécanismes publics, et de l'appui aux initiatives de suivi et de plaidoyer menées par des OSC spécialisées et des réseaux d'OSC
- e) L'appui à la gouvernance des ressources naturelles : zones protégées, ressources marines et industrie minière, à travers de la mise en œuvre de projets spécifiques, de l'implication d'OSC spécialisées dans les systèmes de gestion des zones protégées en partenariat avec les administrations, et de la mise en œuvre d'initiatives de suivi et de dialogue entre OSC, administrations publiques et acteurs du secteur privé
- f) Les appuis au renforcement des capacités et aux initiatives des OSC, dans le cadre du partenariat avec des ONG Internationales, tels que Oxfam, à travers des initiatives d'appui financier aux stratégies de développement de quelques ONG et à travers l'implications des OSC nationales dans des réseaux internationaux.

Au-delà de ces ensembles d'action, il faut considérer les appuis spécifiques – basée sur le financement de projets de moyenne/petite échelle – prêtés par les PFF (Ambassades et agences de coopération bilatérales), directement ou avec l'implication des ONGI.

Par rapport à ce qui a été la situation de la passée, les OSC ont la perception d'une réduction des appuis disponibles. A côté de cette perception, fortement liée au fait que certaines partenaires ne sont pas plus actives (ex. Coopération Suisse, USAid, quelques fondations et ONGI), il est possible d'observer le fait que les soutiens – sauf ces de quelques fondations ou OSC – sont caractérisées par une diversification limitée : il y a en effet une prévalence de

financement basées sur le model « projet » (donc objectif, résultats et temps limités) et une prévalence de modèles d'appui basées sur l'intégration entre financement – renforcement de capacités. Ces deux modèles ne sont pas toujours appropriés à soutenir des actions permanentes ou des stratégies de longue période, tels que ces de participation à la gouvernance et d'engagement dans le suivi des politiques publiques. Il semble donc nécessaire, dans le cadre d'une stratégie d'appui à l'engagement des OSC dans la gouvernance et dans la PSP, une plus forte diversification des mécanismes d'appui.

2.5 *Besoins et spécificités régionales*

2.5.1 *Analamanga*

L'atelier national réalisé à Antananarivo a regroupé des OSC nationales et des OSC basées dans la région d'Analamanga. Ce qui a permis de mettre en évidence des dynamiques et des situations typiques de cette région.

Dans cette région en particulier, il est possible d'identifier quelques besoins spécifiques, tels que :

- La nécessité d'appuyer les OSC dans la mise en place de mécanismes de durabilité et de pérennisation pour les organisations spécialisées jouant un rôle d'initiative et d'appui au niveau national en cas de réduction des financement disponibles ;
- La nécessité d'appuyer le développement de mécanismes de communication et de coopérations entre organisations nationales et organisations locales ;
- La nécessité de promouvoir une reconnaissance et la légitimité de l'espace d'action politique et de gouvernance des OSC, à côté des institutions publiques de démocratie représentative, et donc une reconnaissance des OSC en tant qu'acteurs légitimes et autonomes des parties politiques, même quand ils interviennent sur des événements, dynamiques et processus politiques ;
- La mise en place d'un cadre d'échange et de dialogue société civile – secteur privé-État, suivant une approche sectorielle ;
- Le renforcement de la connaissance en matière de légistique (procédures d'élaboration des textes légaux) et de l'usage de ce dernier dans le cadre des actions d'influence ;
- La nécessité de renforcer la mise en relation des OSC au niveau régional dans le but d'amplifier les messages de plaidoyer ;
- La nécessité du renforcement de l'approche LNOB dans la planification des projets et des initiatives d'influence

2.5.2 *Vakinankaratra*

La plupart des OSC au niveau de la région Vakinankaratra sont encore des petites structures (Fanainga + recense 68 OSC identifiées dont 28 OSC actives). Leur impact sont toutefois importants, notamment à travers des actions de prestation des services pour le développement économique ; la santé ; la protection de l'enfance ; l'éducation, la jeunesse, le genre et les droits des femmes ; la culture et arts ; la gouvernance, la justice et Droits humains, Gouvernance et Société civile, l'Environnement.

En dépit des impacts des actions de service, l'influence des OSC sur la gouvernance et les politiques publiques est limitée, autant pour les faiblesses des actions (il y a une tendance à confondre le plaidoyer avec la communication et la possibilité d'avoir audience au seins des autorités publiques), pour un accès limité aux informations et pour la faiblesse des plateformes,

qui existent mais ne sont pas fonctionnelles, n'ont pas des stratégies et ne bénéficient pas de la confiance de plusieurs OSC.

A côté de tout ça, il y a une prolifération d'ONG ayant un lien avec l'État, fondé par des personnalités politiques et que sont d'obstacle à la construction d'une relation de confiance entre les OSC elles-mêmes.

Au niveau de cette région, il importe de renforcer la capacité des OSC en matière de plaidoyer, d'approche basée sur les droits humains.

2.5.3 Anôsy

Sur les actions de plaidoyer autour de la compagnie minière QMM

La situation et les demandes des OSC dans la région d'Anôsy pivotent autour de la présence problématique des investissements de l'entreprise minière QMM. Il y a en effet une scission des OSC : d'une part, celles qui sont financées par QMM et d'autre part, celle qui revendique l'application des cahiers de charge.

Cette situation influence et affaiblit aussi les organisations collectives des OSC – telles que la Plateforme régionale de la société civile – qui prétendent d'être reconnus par les acteurs publics en tant que « représentants genuines » des OSC, mais qui n'ont pas la capacité de définir des stratégies de long terme fonctionnelles à l'identification des problèmes émergents et à la mise en œuvre d'une action efficace de plaidoyer et d'influence capable de faire un médiation entre les parties prenantes.

Un renforcement particulier est sollicité de la part de Fanainga + par rapport à la présence de l'entreprise minière, notamment sur (i) les techniques de médiation et la résolution de conflits, (ii) le plaidoyer et le dialogue politique (élaboration de stratégies de plaidoyer basées sur des faits concrets, la construction de discours politiques pertinents pour influencer les autorités locales, nationales et internationales, le dialogue multipartite avec QMM, l'État, les bailleurs et les médias) (iii) la législation et les bonnes pratiques en matière de suivi et d'évaluation de l'impact socio-économique, et environnemental du projet minier, (iv) la connaissance du droit et des mécanismes de recours (v) la compréhension du cadre juridique et contractuel du secteur extractif. La maîtrise de ces thématiques est un prérequis au succès des actions de plaidoyer mené par les OSC de la région.

Sur le renforcement de la mise en réseau des OSC

La situation semble avoir été d'une quelque manière influencée d'une manière négative par les interventions de revitalisation à l'intérieur de la Plateforme (qui a été focalisée seulement sur l'existence d'un réseau de communication entre les membres, mais ne semblent prévoir aucune réflexion sur l'état des choses) et par les initiatives d'appui aux OSC locales réalisées par MSIS/Tatao, qui ont été considérées par les leaders locaux comme des actions visant à affirmer une hégémonie nationale sur les OSC locales.

Les nécessités de renforcement en matière de stratégie d'influence sont notamment :

- Le besoin en conciliation et concertation entre OSC ;
- Le renforcement de la reconnaissance de la légitimité des différences et des différentes positions des OSC ;
- La construction d'une analyse partagée des problèmes émergents.

2.5.4 Diana

Le contexte des OSC et de la PSP à Diana est caractérisée par les points saillants suivantes :

- Une peur collective des représailles malgré une non-acceptation du statu quo ;
- Un comportement individualiste des OSC et des citoyens en général et l'inexistence ou l'incapacité de fédérer les OSC au sein d'une unique plateforme ;
- L'existence d'une vingtaine d'aires protégées au niveau de la région, par rapport auxquelles il y a des problématiques préoccupant les communautés actuelles et qui donnent une centralité aux OSC engagées sur la thématique environnementale ;
- Un problème de la relève au sein des OSC et de manque de valorisation de la jeunesse au niveau local
- Un problème de perception des OSC par les pouvoirs publics. Les OSC sont considérées comme une caisse de résonance de l'opposition, et d'autre part il y a une méconnaissance de ses rôles aussi par les OSC.

Les obstacles à la PSP sont dans ce cadre :

- Le manque de communication et solidarité entre les OSC ;
- Le manque de connaissance des responsabilités des OSC ;
- La disparité des OSC ;
- Le manque de volonté (*tsy tavandraigna*) ;
- L'existence d'un conflit de génération qui se matérialise par une peur de se faire phagocyter par les OSC plus anciennes ;
- Le manque de proactivité, c'est-à-dire, l'absence de prise de responsabilité face aux dérives constatées ;
- L'insuffisance de force et capacité à influencer l'État ;
- Le manque de considération par les citoyens, les acteurs étatiques ;
- Le manque de solidarité et la faible relation inter OSC.

Pour répondre à ces obstacles, les OSC ont mis en évidence la possibilité de mettre en place une stratégie basée sur les priorités suivantes :

- Renforcement de la solidarité de la société civile à travers un réseau fort
- Professionnalisme des OSC
- Développement d'espaces d'échanges, de dialogue et de partenariat
- Amélioration de l'autonomie des OSC

3 Conclusions et recommandations

3.1 Les nécessités émergentes

Comme a été constaté au long des paragraphes précédents, une amélioration de l'engagement des OSC Malagasy sur la gouvernance et pour l'influence sur les politiques publique demande une action préalable visant au renforcement des capacités et une action préalable de renforcement de la reconnaissance publique des OSC en tant qu'acteurs légitimes, ayant un espace spécifique et complémentaire à l'espace des institutions politiques.

Par rapport à la première action (renforcement de capacité), il semble nécessaire l'adoption d'une approche diversifiée, basée sur la considération des différences qui existent entre les

OSC (différences de niveau de structuration, différences géographiques, focalisation sur la prestation des services ou sur la participation à la gouvernance, etc.). Dans ce cadre, des thèmes sont prioritaires, notamment :

- La compréhension des différents rôles qui peuvent être joués par les OSC ; la reconnaissance de valeur de la diversité ; la reconnaissance de l'espace spécifique d'action des OSC ;
- L'identification des défis et des dynamiques auxquels les OSC doivent prendre position et peuvent développer des initiatives communes, au niveau local et au niveau international ;
- L'identification des instruments qui peuvent être adoptés pour l'engagement des OSC et des collectives d'OSC ;
- L'identification des initiatives possibles, et de leurs nécessités (y compris celle de travailler ensemble)

Par rapport à la deuxième action, il y a la nécessité de renforcer les actions visant à la visibilité des rôles et des fonctions jouées par les OSC, et de renforcer les capacités des acteurs publics et des acteurs du secteur privé de comprendre les OSC et de le reconnaître comme des partenaires légitimes et autonomes, plutôt que comme des partenaires d'exécution ou des bénéficiaires.

Par rapport à cette deuxième action, il semble aussi nécessaire la mise en œuvre – dans le cadre des initiatives d'appui aux politiques publiques et à l'administration publique – d'actions visant à l'implication des OSC, notamment avec des fonctions de suivi/évaluation, production d'information, facilitation de la participation et de l'engagement active des citoyens dans la mise en œuvre des initiatives.

3.2 Les leçons apprises par rapport au renforcement des OSC

Le renforcement des OSC n'est pas une thématique nouvelle au Madagascar, les nombreuses expériences entreprises permettent d'identifier certaines leçons, notamment :

- La nécessité d'intégrer la formation avec l'accompagnement de la mise en pratique des nouvelles compétences et capacités, dans le cadre d'actions de plus longue durée
- La nécessité de suivre les OSC dans les dynamiques de développement, en évitant de les forcer sur un chemin ou de changer leur nature (pour exemple en transformant des organisations de base en petite ONG), pour éviter des actions sans durabilité
- La nécessité de considérer les nécessités d'accès aux ressources d'une manière permanent, autant à travers la définition de stratégies de durabilité et de mobilisation des ressources, et à travers l'adoption de nouvelles pratiques et modèles de financement, qui puissent permettre aux OSC de maintenir leur personnel et de mener des activités en permanence
- La nécessité de soutenir les OSC dans l'identification et dans la mise en œuvre de leurs stratégies, à travers des modalités diversifiées (ex. financement pour les OSC ayant déjà des stratégies et des plans d'action ; renforcement des capacités et développement stratégique pour les OSC n'ayant pas une stratégie définie ; mise en œuvre de partenariats de longue durée avec des OSC ayant une perspective d'engagement sur la gouvernance, appuis à la consolidation d'un patrimoine et des infrastructures, etc.)
- La nécessité de créer des espaces de réflexion et engagement commun, autant à travers la mise en œuvre de structures matérielles (espaces de réunion, ateliers, réseaux, etc.) et à travers la mise en œuvre de mécanismes d'interaction, communication, production

et gestion de l'information numériques (CIVICTECH), y compris avec l'adaptation aux conditions locales d'outils, d'actions et d'approches expérimentés au niveau international.

3.3 Les bases pour l'établissement d'une stratégie de plaidoyer et renforcement de l'influence des OSC

Les ateliers ont eu comme résultat la formulation d'esquisses stratégiques visant au renforcement des OSC en tant qu'acteurs capables de s'engager sur des questions de gouvernance et pour influencer la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques. Au centre de ces esquisses il y a certains besoins prioritaires, tels que :

- a) La reconnaissance des fonctions et des rôles des OSC, autant par les autorités que les OSC elles-mêmes
- b) La mitigation des conflits et de la compétition entre OSC – autant pour la visibilité et pour les ressources
- c) Le renforcement des liens, de la communication et des partenariats entre OSC au niveau national et OSC au niveau local, à travers une plus forte reconnaissance réciproque et le développement de relations plus équilibrées
- d) La mise en œuvre de mécanismes de protection des acteurs plus exposés dans les actions d'influence, basées sur la coopération entre OSC

Par rapport à cet ensemble de nécessités, les OSC ont identifiées dans les ateliers des priorités stratégiques pour l'engagement collective, notamment :

- 1. La reconnaissance des OSC comme acteurs légitimes à s'engager dans la gouvernance et dans l'amélioration des politiques publiques, par les autres acteurs et par les OSC elles-mêmes**
- 2. L'ouverture d'espaces de dialogue et de concertation, entre OSC et entre OSC et autorités/acteurs publics**
- 3. L'amélioration de l'accès aux espaces et opportunités digitales de communication, accès à l'information, dialogue**
- 4. Renforcement de l'accès des OSC aux ressources pour l'engagement durable dans les actions d'influence**
- 5. Renforcement des capacités de base pour des actions d'influence**

Annexe - Stratégie et Plan d'action visant au renforcement de capacités de la société civile

Priorités	Actions possibles pour produire des résultats	Groupes cibles de l'influence (OSC, Décideurs, PTF, public général, etc.)	Niveau de priorité H/M/B
Reconnaissance des OSC en tant qu'acteur légitimés à participer aux processus de gouvernance – au niveau national et au niveau local	Renforcement et amélioration des coalitions et des actions collectives	OSC – PTF	H
	Amélioration des capacités et du professionnalisme des organisations /en cohérence avec ses fonctions	OSC – PTF	H
	Amélioration et mise en œuvre de mécanismes de représentation entre OSC et entre OSC et groupes de référence	OSC	H
	Adoption de stratégies pour le changement sociale et mise en œuvre d'actions de qualité	OSC	H
	Renforcement des coalitions sectorielles ou spécialisées	OSC – PTF	M
	Amélioration de l'image des OSC (comme communauté/collectif) à travers le renforcement de la visibilité des résultats communs	OSC – PTF	H
	Adoption de comportements de mitigation ou contraste aux stéréotypes sur les OSC (opportuniste, opposition, porteurs d'agendas étrangères, etc.)	OSC	M

	Elaboration et proposition de loi par les OSC pour régler les statuts des OSC au niveau national	OSC – Min Justice – Parlement – PTF	H
Ouverture et renforcement d'espaces effectives de dialogue et concertation, existants ou créés, nationales et locales, gérées par les autorités publiques ou par les OSC elles-mêmes	Renforcement et amélioration de la participation des OSC aux espaces existants (préparation, définition de positions, etc.)	OSC – PTF	H
	Amélioration des capacités de participation et représentation des nécessités et des intérêts citoyens (amélioration des renforcements de capacité multi-niveau)	OSC – PTF	H
	Disponibilité de ressources et d'appuis permettant une participation permanente	PTF	H
	Création d'espaces de participation et de dialogue digitales	OSC - PTF	M
	Amélioration de l'inclusivité des espaces et des mécanismes de représentation (jeune femme, minorités vulnérables)	OSC – PTF - AP	H
	Création d'espace civique d'échange dialogue et concertation	OSC - PTF	H
	Renforcement des SLC	OSC – PTF - AP	M
Renforcement de l'accès aux espaces et opportunités digitales de communication, accès à l'information, dialogue	Renforcement de l'accès des citoyens du Madagascar aux moyens de communication digitale	OSC – PTF – AP – Secteur privé	H
	Conception, réalisation et mise en place d'une guide à l'utilisation d'une plateforme numérique (application, plateforme web) – créer une App ou une plateforme	OSC	H

	Augmentation des espaces d'accès aux réseaux internet avec contrôle	OSC – AP – PTF	M
	Sensibilisation des citoyens à l'accès aux espaces gratuits existants	OSC – AP – PTF	H
	Renforcement des compétences des OSC, en gestion des connaissances et informations	OSC – AP – PTF	H
	Installation et renforcement de bibliothèques numériques	OSC – AP – PTF	H
	Des mécanismes de transfert des compétences entre OSC (capitaliser sur les expériences Web-TV) et pour mettre à l'échelle et au niveau régional		
Renforcement de l'accès des OSC aux ressources pour l'engagement durable dans les actions d'influence	Mise en œuvre d'initiatives expérimentales de financement basées sur des « stratégies » plutôt que sur des projets	PTF	M
	Mise en œuvre d'initiatives expérimentales de « accords-cadre de partenariat stratégique » entre OSCs et PTF	PTF	M
	Mise en œuvre d'initiatives expérimentales coalitions pour la mobilisation des ressources financières du secteur privé	OSC – Secteur privé	H
	Mise en œuvre de travail sectoriel	OSC – PTF	M
	Financement de projets de courte ou moyenne terme pour les petites OSC		
Renforcement des capacités de base pour des actions d'influence	Capitalisation des expériences		
	Transfert des capacités pour la mise à niveau des OSC		

Annexe – Rapports des ateliers

Rapport d'atelier national

Contexte

La société civile joue un rôle crucial dans la dynamique sociopolitique et économique de Madagascar. Elle agit comme un contrepoids aux pouvoirs publics, une voix pour les citoyens, et un moteur de changement social. Dans un pays confronté à des défis majeurs, tels que la pauvreté, la corruption et les inégalités, les organisations de la société civile (OSC) s'imposent comme des acteurs clés pour promouvoir la transparence, la justice sociale et le développement durable.

Beaucoup d'OSC malgaches, s'engagent activement dans la lutte contre la corruption, la promotion des droits humains, la conservation de l'environnement et beaucoup d'autres thématiques. Les OSC œuvrent pour la protection des droits humains et la défense des populations vulnérables. Elles interviennent dans des domaines variés, comme l'accès à l'éducation, à la santé, et à l'eau potable, tout en dénonçant les violations des droits fondamentaux. Par exemple, certaines organisations se battent pour les droits des femmes, des enfants, et des communautés marginalisées.

Elles sensibilisent la population sur l'importance de la bonne gouvernance, surveillent l'utilisation des fonds publics, et plaident pour des réformes visant à renforcer les mécanismes de contrôle et de responsabilité.

La société civile joue un rôle essentiel dans l'éducation civique et l'encouragement à la participation citoyenne. Par le biais de campagnes de sensibilisation et de formation, elle aide les citoyens à mieux comprendre leurs droits et responsabilités, favorisant ainsi une implication accrue dans les processus démocratiques, tels que les élections et les consultations publiques.

Dans un pays riche en biodiversité mais confronté à des défis environnementaux importants, la société civile malgache joue un rôle déterminant dans la protection de l'environnement. Les OSC collaborent avec les communautés locales pour promouvoir des pratiques durables, restaurer les écosystèmes dégradés, et sensibiliser à l'importance de la conservation.

Malgré leur engagement, les OSC de Madagascar font face à plusieurs obstacles, notamment un manque de financements, des restrictions administratives, et parfois des pressions politiques. Néanmoins, elles continuent de s'adapter et de s'organiser pour maximiser leur impact. L'émergence de figures reconnues illustre la montée en puissance de leaders de la société civile capables de peser dans les débats nationaux. Connue pour les interpellations, les figures de la société civile sont étiquetées. Les discussions, les cadres d'échanges avec l'administration se ferment de plus en plus aux OSC. Pour faire passer leur message, la société civile privilégie les communiqués de presse et le dialogue interposée avec les partenaires internationaux.

Dans le cadre de son appui à la société civile, Fanainga + dispose comme vision « ***Une société civile engagée qui œuvre pour la gouvernance démocratique et inclusive, la citoyenneté et le bien-être durable de la population*** ». A ce titre, Fanainga + avec l'appui de la PRODECID a organisé un atelier national d'analyse situationnelle et de renforcement de capacités des OSC en vue de l'élaboration d'une stratégie commune d'influence.

Objectifs

De manière générale, l'atelier national vise à appuyer la société civile malgache dans l'accroissement de son influence.

Plus spécifiquement, l'atelier vise à :

- Dresser une analyse situationnelle de la capacité d'influence de la société civile ;
- Établir une vision commune de la société civile ;
- Identifier les bonnes pratiques au niveau régional et international ;
- Tirer les leçons apprises et les bonnes pratiques pouvant servir pour le cas de la Grande Ile ;
- Identifier les défis et les leviers d'action ;
- Formuler les axes stratégiques et les actions pouvant conduire à la concrétisation de la vision commune.

Déroulement de l'atelier

Heure	Contenu
JOUR 1	
09h20-09h30	Discours d'ouverture Introduction : Tour de table, brise-glace, présentation des objectifs et de la méthodologie de la mission, concepts et définition autour de la société civile
09H30-10H30	Conférence-inaugurale sur le thème : « Société civile, quelles influences à Madagascar ? » Proposition de panélistes : • Un.e représentant.e du mouvement Rohy • Un.e représentant.e d'une OSC locale • Un représentant de Fanainga Questions-réponses avec l'assistance
10h30-10h45	Pause-café
10h45-11h00	Brise-glace et présentation tour de table
11h00-12h30	Analyse de la PSP de la société civile à tous les niveaux Étape 1 /Travaux de groupe : État des lieux de la participation sociale et politique suivant dimensions ○ La liberté d'association ; ○ La liberté d'expression ; ○ L'accès à l'information ; ○ La réunion pacifique ; ○ Le partenariat effectif de la société civile ; ○ L'action collective entre OSC ; ○ L'influence dans la formulation des politiques publiques ; L'influence dans la gouvernance locale, en tant qu'action de protection des biens communs et de gestion des questions et des problèmes impactant les communautés.
12h30-14h00	Pause-déjeuner
14h00 – 15h15	Suite analyse de la participation de la société civile
15h15-16h30	Restitution
JOUR 2	
08h30-09h15	Accueil des participants Rappel des travaux du premier
09h15-10h30	Partage des experts sur la société civile et les techniques de plaidoyer Échanges et discussion
10h30-11h45	Pause-café
10h45-12h00	<u>Showcase :</u> Partage des experts sur les bonnes pratiques sur la mise en œuvre d'une stratégie d'influence efficace : l'organisation de plateformes locales pour influencer la gouvernance, l'appui à la participation communautaires, la mobilisation des ressources, l'utilisation du système de la justice, l'utilisation des mécanismes

Heure	Contenu
	internationaux (tels que l'ITIE), l'utilisation des media (traditionnels, basées sur internet, etc.) Échanges et discussion
	Pause-déjeuner
14h00-15h00	Établissement d'une vision commune de la société civile et de son influence Travaux de groupe Restitution
JOUR 3	
08h30-09h15	Accueil des participants Rappel des travaux du premier
09h15-10h15	Diagnostic stratégique Étape 1 : Travaux de groupe - Identification des défis ainsi que des opportunités et menaces correspondantes - Analyse des acteurs et des jeux d'acteurs (intérêt et influence) et inventaires des initiatives existantes.
10h15-10h30	Pause-café
10h30-11h30	Restitution
11h30-12h30	Formulation des axes stratégiques
12h30-14h00	Pause déjeuner
14h00 -15h30	Élaboration d'un plan d'action Travaux de groupe suivant les axes stratégiques : Identification des actions, des moyens nécessaires et des responsabilités correspondantes, Proposition d'un cadre de suivi et d'évaluation Restitution en plénière
15h30-15h45	Synthèse et clôture

Points saillants :

Conférence inaugurale

La conférence inaugurale a vu la participation de :

- Monsieur RAZAFINDREMAKA Thomas, Co-Président et membre du GTZ
- Monsieur FIRESY Modeste, Coopérative TARATRA
- Madame RAKOTO RAVELOMANALINA Mendrika, Gestion de connaissance et espace civique

La conférence a été modérée par Raholimboavonjy Sarobidy, Liberty 32.

Introduction de la modératrice :

Quelles influences peuvent réellement avoir la société civile à Madagascar ? Comment est-ce que chacun d'entre vous percevez l'influence et son évolution ?

Prise de parole du Co-Président du mouvement Rohy, Thomas Razafindremaka

Les citoyens sont aujourd'hui en situation de vulnérabilité. Cela est d'autant plus accentuée par l'impunité et la corruption sur tous les secteurs, mais spécifiquement au sein de la justice, qui est au bout de la chaîne.

Face à cela, nous constatons aujourd'hui une fédération, un rassemblement de la société civile qui veut agir mais est face aux menaces de représailles (menaces d'emprisonnement).

A ce jour, le projet de loi sur la protection des défenseurs des droits humains et des lanceurs d'alerte n'est toujours pas adopté.

Prise de parole de l'OSC locale venant de Analanjirofo, FIRESY Modeste, Coopérative Taratra

Après avoir présenté la coopérative TARATRA, le représentant a mentionné l'appropriation au niveau local des initiatives d'influence à l'exemple de la mise en place des Dina. La mise en place de ces Dina constitue une influence majeure de la société civile.

Prise de parole de la Représentante de Fanainga +, Mendrika Rakoto Ravelomanalina

De façon générale, nous notons une évolution positive en termes d'influence et d'image de la société civile.

Toujours est-il qu'il existe une nécessité de structuration des OSC, notamment la coexistence entre les mouvements et les plateformes.

Analyse de la PSP de la société civile à tous les niveaux

Rôle	Pratique	Succès/Échecs	Facteurs
Axe 1 : Promotion des libertés civiques			
• Manifestation pacifique pour la défense des droits - Sensibilisation pour faire connaître les droits des personnes en situation d'handicap • Inclusion numérique des jeunes et des femmes vulnérables • Sensibilisation des citoyens à la surveillance du processus électoral • Appui/accompagne des OSC informelles en formelles	• Identification, sensibilisation, formation, manifestation (émission, marche pacifique, ...) • Réunion avec les leaders traditionnels • Création d'un cadre d'échange et de concertation • Renforcement de capacité sur la communication • Radio Trottoir • Formation - Plaintes/requêtes/interpellation	<u>Succès :</u> OSC conscientisée Participation citoyenne Dénonciation des irrégularités Redevabilité, information/changement de comportement <u>Échecs :</u> Arrêts des activités, rechute, Objectifs souvent non atteints	Connaissance du domaine Existence d'expertise Réseautage/collaboration (OSC, public) Les cibles des plaidoyers et des communications ne sont pas réceptives Aucune mise en œuvre des recommandations
Axe 2 : Promotion de l'accès à l'information à caractère public			
• Recherche des informations fiables, crédibles et pertinentes • Éducation, sensibilisation, conscientisation sur les droits fondamentaux - Investigation, étude, publication	• Partage des informations par le biais de radio, conférence de presse, presse écrite, TV, réseaux sociaux • Bouche à oreille • Production de visuels et audio • Sensibilisation de masse (VAD) • Atelier, formation • Publication sur les réseaux	<u>Succès :</u> Feedback positif Appropriation des infos Éveil de conscience Large diffusion Prise de décision éclairée <u>Échecs :</u> Accès limité à l'information Censure Actions trop ponctuelles	Pertinence Canaux de communication adaptés Sujet d'actualité Compréhension du sujet Moyen matériel et financier Moyen humain Collaboration avec les médias/autorités locales

Rôle	Pratique	Succès/Échecs	Facteurs
	• Plaidoyer/émission • IEC/CCC • Mise à disposition des informations et données concernant les OSC elles-mêmes	Désinformation (transmission erronée) Incompréhension Réticence étatique à la collaboration Non-adoption de la loi sur l'accès à l'information à caractère public Faible capacité d'utilisation des outils correspondants	Accès à l'information
Axe 3 : Mise en place de partenariat			
Impliciter les acteurs concernés Facilitation, médiation Initiateur d'action Dépendance des PTF Suspension des partenariats Promotion de collaboration entre le privé/public et la société civile Promotion de la collaboration alliance entre les OSC Renforcement de la coopération avec les organismes internationaux	Montage de dossier Convention partenariale Coalition/plateforme/réseaux Échanges de services Appui/soutien aux communautés locales Concertation/consultation Acte d'engagement Contribution à la mise en place d'une structure au bénéfice de la population Organisation de forum, atelier Conception, réalisation de projet (cf décret MECIE) Réseautage Recherche	Succès : Continuité des partenariats Plus d'impact ++++ Partage d'une même vision Implication des acteurs Structure opérationnelle Confiance des partenaires internationaux Échecs : Manque de compétences Conditionnalités Dépendance des PTF Suspension des partenariats Déviation par rapport aux objectifs définis Incompréhension des objectifs, des méthodes et démarches Intérêts	Considération de tous les acteurs Ancrage au niveau local Leaders porteurs de vision Incompréhension entre OSC Professionnalisme Engagement Exigence des PTF adaptés aux besoins des bénéficiaires Leçons apprises : Inclusivité Bonne coordination

Rôle	Pratique	Succès/Échecs	Facteurs
		personnels Opportunisme	
Axe 4 : Politique			
Participation dans la proposition/élaboration des lois Tisser des relations avec les autorités	Mettre en relation les citoyens et les décideurs Pétitions/consultation Communiqué Rencontre directe Collecte de données Conférences budgétaires Mémoire	<u>Succès</u> : Réaction des autorités (que ce soit positif ou négatif) Prise en compte des recommandations pertinentes <u>Échecs</u> : Refus des propositions Lenteur des procédures Divergence d'opinions, de points de vue et positionnement diversifié	Capacité relationnelle (plaidoyer) Données fiables, sincères et exhaustive Améliorer et adaptation des techniques de plaidoyer
Axe 5 : Gouvernance locale			
Implication dans les structures locales de concertation Renforcement de la participation citoyenne Promotion pour la participation des femmes dans la gouvernance locale Sensibilisation/conscientisation sur les problèmes sociaux	Mise en place des structures locales de concertation (anti-corruption, participation citoyenne) Mise en place des centres d'assistance juridique pour les citoyens Créations de centres de coalition sectorielle (pour unir une vision afin de renforcer les autorités)		
Axe 6 : Gouvernance nationale			
Néant	Néant	Néant	Néant

Plan d'action

Défis/priorités	Nécessités /actions possibles pour produire des résultats	Groupes cibles de l'influence	Niveau de priorité
Défi 1 : Ouverture et renforcement d'espaces effectives de dialogue et concertation, existants ou créés, nationales et locales, gérées par les autorités publiques ou par les OSC elles-mêmes	Renforcement et amélioration de la participation des OSC aux espaces existants (préparation, définition de positions, etc.)	OSC – PTF	H
	Amélioration des capacités de participation et représentation des nécessités et des intérêts citoyens	OSC – PTF	H
	Disponibilité des ressources et d'appuis de démarrage / pérennisation assuré par les coalitions des OSC	PTF - OSC	H
	Création d'espaces civique d'échange de dialogue et concertation	OSC - PTF	H
	Création d'espaces de participation et de dialogue digitales	OSC - PTF	M
	Amélioration de l'inclusivité (à préciser : jeune, femme, minorité vulnérable...) des espaces et des mécanismes de représentation	OSC – PTF - AP	H
Défi 2 : Reconnaissance des OSC en tant qu'acteur légitimées à participer aux processus de gouvernance – au niveau national et au niveau local	Renforcement et amélioration des coalitions et des actions collectives	OSC – PTF	H
	Amélioration des capacités et du professionnalisme des organisations en cohérence avec ses fonctions	OSC – PTF	H
	Amélioration et mise en œuvre de mécanismes de représentation entre OSC et groupes de référence	OSC	H
	Adoption de stratégies pour le changement sociale et mise en œuvre d'actions de qualité	OSC	H
	Renforcement des coalitions sectorielles ou spécialisées	OSC – PTF	M
	Amélioration de l'image des OSC (comme communauté/collectif) à travers le renforcement de la visibilité des résultats communs	OSC – PTF	H
	Adoption de comportements de mitigation ou contraste aux stéréotypes sur les OSC	OSC	M

Défis/priorités	Nécessités /actions possibles pour produire des résultats	Groupes cibles de l'influence	Niveau de priorité
	(opportuniste, opposition, porteurs d'agendas étrangères, etc.)		
	Élaboration et proposition de loi par les OSC pour régir les statuts des OSC au niveau national	OSC – Min Justice – Parlement – PTF	H
Défi 3 : Renforcement de l'accès aux espaces et opportunités digitales de communication, accès à l'information, dialogue	Conception, réalisation et mise en place d'une guide d'utilisation d'une plateforme numérique (application, plateforme web)	OSC	H
	Mise en œuvre d'initiatives expérimentales de financement basées sur des projets à long terme et à court terme	PTF	M
	Mise en œuvre d'initiatives expérimentales de « accords-cadre de partenariat stratégique » entre OSCs et PTF	PTF	M
Défi 4 : Renforcement de l'accès des OSC aux ressources pour l'engagement durable dans les actions d'influence	Renforcement de l'accès des citoyens du Madagascar aux moyens de communication digitale	OSC – PTF – AP – Secteur privé	H
	Mise en œuvre d'initiatives expérimentales coalitions pour la mobilisation des ressources financières du secteur privé	OSC – Secteur privé	H
	Constitution d'un groupe de travail sectorielle (ANTENIMIERA)	OSC - PTF	M
	Augmentation des espaces d'accès aux réseaux internet avec contrôle	OSC – AP – PTF	M
	Sensibilisation des citoyens à l'utilisation des espaces d'accès gratuit à l'internet déjà existants	OSC – AP – PTF	H
	Renforcement des compétences des OSC en recoupement d'information	OSC – AP – PTF	H
	Installation et renforcement de bibliothèque numérique	OSC – AP – PTF	H

Rapport d'atelier régional

Contexte

La société civile joue un rôle crucial dans la dynamique sociopolitique et économique de Madagascar. Elle agit comme un contrepoids aux pouvoirs publics, une voix pour les citoyens, et un moteur de changement social. Dans un pays confronté à des défis majeurs, tels que la pauvreté, la corruption et les inégalités, les organisations de la société civile (OSC) s'imposent comme des acteurs clés pour promouvoir la transparence, la justice sociale et le développement durable.

Beaucoup d'OSC malgaches, s'engagent activement dans la lutte contre la corruption, la promotion des droits humains, la conservation de l'environnement et beaucoup d'autres thématiques. Les OSC œuvrent pour la protection des droits humains et la défense des populations vulnérables. Elles interviennent dans des domaines variés, comme l'accès à l'éducation, à la santé, et à l'eau potable, tout en dénonçant les violations des droits fondamentaux. Par exemple, certaines organisations se battent pour les droits des femmes, des enfants, et des communautés marginalisées.

Elles sensibilisent la population sur l'importance de la bonne gouvernance, surveillent l'utilisation des fonds publics, et plaident pour des réformes visant à renforcer les mécanismes de contrôle et de responsabilité.

La société civile joue un rôle essentiel dans l'éducation civique et l'encouragement à la participation citoyenne. Par le biais de campagnes de sensibilisation et de formation, elle aide les citoyens à mieux comprendre leurs droits et responsabilités, favorisant ainsi une implication accrue dans les processus démocratiques, tels que les élections et les consultations publiques.

Dans un pays riche en biodiversité mais confronté à des défis environnementaux importants, la société civile malgache joue un rôle déterminant dans la protection de l'environnement. Les OSC collaborent avec les communautés locales pour promouvoir des pratiques durables, restaurer les écosystèmes dégradés, et sensibiliser à l'importance de la conservation.

Malgré leur engagement, les OSC de Madagascar font face à plusieurs obstacles, notamment un manque de financements, des restrictions administratives, et parfois des pressions politiques. Néanmoins, elles continuent de s'adapter et de s'organiser pour maximiser leur impact. L'émergence de figures reconnues illustre la montée en puissance de leaders de la société civile capables de peser dans les débats nationaux. Connue pour les interpellations, les figures de la société civile sont étiquetées. Les discussions, les cadres d'échanges avec l'administration se ferment de plus en plus aux OSC. Pour faire passer leur message, la société civile privilégie les communiqués de presse et le dialogue interposée avec les partenaires internationaux.

Dans le cadre de son appui à la société civile, Fanainga + dispose comme vision « ***Une société civile engagée qui œuvre pour la gouvernance démocratique et inclusive, la citoyenneté et le bien-être durable de la population*** ». A ce titre, Fanainga + avec l'appui de la PRODECID a organisé un atelier national d'analyse situationnelle et de renforcement de capacités des OSC en vue de l'élaboration d'une stratégie commune d'influence.

Objectifs

De manière générale, l'atelier national vise à appuyer la société civile malgache dans l'accroissement de son influence.

Plus spécifiquement, l'atelier vise à :

- Dresser une analyse situationnelle de la capacité d'influence de la société civile ;
- Établir une vision commune de la société civile ;
- Identifier les bonnes pratiques au niveau régional et international ;
- Tirer les leçons apprises et les bonnes pratiques pouvant servir pour le cas de la Grande Ile ;
- Identifier les défis et les leviers d'action ;
- Formuler les axes stratégiques et les actions pouvant conduire à la concrétisation de la vision commune.

Déroulé de l'atelier

Horaire	Activités
Jour 1 : Introduction sur le Plaidoyer/Influence	
08h30-09h00	Accueil des participants
09h00-09h15	Introduction Présentation des objectifs et résultats attendus de l'atelier, programme de l'atelier Brise-glace
09h15-10h15	Rôles et fonctions de la société civile Quelles causes défendez-vous ? Présentation de la vidéo (The tree) Qu'est-ce que le plaidoyer pour vous ?
10h15-10h45	Pause-café
10h45-12h30	Introduction aux fondamentaux sur le plaidoyer : ○ Définitions et objectifs de plaidoyer ○ Différents types de plaidoyer et exemples de plaidoyer à travers le monde et Madagascar ○ Facteurs clés de succès pour la réussite d'un plaidoyer
12h30-13h30	Pause-déjeuner
13h30-15h30	Les grandes étapes dans le plaidoyer Travaux de groupe : Identification d'une cause/objectif de plaidoyer Élaboration d'une stratégie d'influence ou de plaidoyer
15h30-16h15	Restitution
Jour 2 : Identification des défis, recueil des besoins de la société civile	
09h00-09h15	Synthèse du premier jour
09h15-10h15	Diagnostic stratégique : Travaux de groupe 1 : Identification des défis pour une meilleure influence de la société civile à Madagascar
10h15-10h45	Pause-café

10h45-12h30	Travaux de groupe 2 : Formulation des actions/recommandations en vue d'une meilleure influence de la société civile
12h30-13h30	Pause-déjeuner
13h30-15h30	Restitution
15h30-16h15	Synthèse et évaluation



Région Vakinankaratra

Points saillants

Contexte particulier de la région Vakinankaratra

Préalablement à la réalisation de l'atelier de consultation, il a été entrepris des entretiens dans une démarche évaluative de la capacité des OSC en termes d'influences. Ainsi, des entretiens préalables ont été menés auprès de l'ONG Mahasoa spécialisée dans la promotion de l'éducation inclusive, OSCAPE : Plateforme de la société civile pour l'enfance au niveau de la région Vakinankaratra.

Les entretiens ont permis de mettre en lumière les points suivants :

- La plupart des OSC au niveau de la région Vakinankaratra sont encore des petites structures. Leur impact est toutefois important.
- Fanainga + recense 68 OSC identifiées dont 28 OSC actives ;
- Les thématiques d'intervention des OSC au niveau de la région sont notamment : le développement économique, la Protection de l'enfance, Éducation, la Jeunesse, le Genre et Femmes, la culture et arts, la Gouvernance et Société civile, la Justice et Droits humains, Gouvernance et Société civile, l'Environnement, Culture et arts, la Santé, la Jeunesse, Santé.
- Un besoin de redynamisation des plateformes a été évoqué.
- Les OSC au niveau de la région assimilent le Plaidoyer à uniquement la réalisation de visite de courtoisie.
- Les OSC ne disposent pas de stratégie d'influence, n'ont pas de connaissance du concept de plaidoyer.
- Au niveau de la région Vakinankaratra, les OSC ont du mal à tisser des relations avec les autorités locales. Elles n'obtiennent pas d'audience et n'ont pas de reconnaissance.
- Certaines OSC sont réticentes à adhérer aux plateformes régionales en raison du problème de visibilité.
- La prolifération d'ONG ayant en lien avec l'État, fondé par des personnalités politiques.
- Les OSC ont une difficulté particulière au niveau de la région en matière d'accès à l'information. Les données ne sont cohérentes entre les différentes autorités ou ne sont pas professionnellement produites.
- Les OSC disposent comme source de financement : Fanainga +, des donateurs locaux et étrangers, l'ambassade de France à Madagascar ;
- Perception des OSC :

Résultats des travaux de groupe 1 : Diagnostic stratégique

Défis	Opportunités	Menaces	Actions
Groupe 1			
Reconnaissance au niveau régional : les OSC ne sont pas reconnus lorsqu'ils ne font pas de plaidoyer	Réseautage/alliance	Divergence d'opinions et de visions	Mise en réseau des OSC (création plateforme, création plateforme et cartographie des OSC)
		Existences de NGO'GO	Intégration et représentation au niveau des institutions
Crédibilité des OSC (ressources insuffisantes, non maîtrise des thématiques)	Partage de connaissance, expérience et des bonnes pratiques	Pérennité des actions	Organisation
Meilleure connaissance des politiques existantes	Développement des activités en phase avec la PGE	Bipolarisation : Blocage des activités si vision différentes	Connaissance de la PGE et loi avant la rédaction d'un projet
		Représailles	
Groupe 2			

Intégration de l'approche 4 MM (inclusion) Mihaino Mampiaty Mampita mampiaty Mampihatra Mampiaty Mampandroso Mampiaty	OSC namana (manohana n amitovy vina ary mitovy fomba fijety)	Conflit d'intérêts	
	Autorités concernées	Instabilité politique	
	Partenaires internationaux	Voahafetra ny fotoana hiarana miasa @AC	
	Politiques existantes (PGE, ...)	PGE	
Proactivité			Formation/Renforcement de capacités en matière de plaidoyer, législation autour des thématiques d'intervention
Crédibilité			Vulgariser l'approche ne laisser personne pour compte
Meilleure inclusivité			
Groupe 3			
Crédibilité des actions des OSC	Formalisation des OSC	Conflit d'intérêt	Formalisation/réseau tage
	Existence des alliances avec les plateformes	Crise politique et sociale	Diversification des sources de financements
	Bonne fin des projets		Autonomisation des OSC

	Réussite		Renforcer la visibilité
Pérennité des actions de l'organisation et de l'organisation	Existence des partenaires internationaux	Désengagement des partenaires internationaux	Renforcer les partenariats locaux
			Appliquer le RI
			Diversifier les sources de financement
Visibilité des OSC			
Groupe 4			
OSC crédibles, influents piliers du développement durable	Existence de plateformes d'OSC au niveau régional	Influence politique	Redynamisation des plateformes régionales des OSC
	OSC thématiques	NGO GO	Mise en place d'un plan stratégique par circonscription
	Couverture géographique	Poste politique pour les responsables	STD/CTD
	Existence d'un leader et nouveau leader	OSC informelle	
	Existence PI et PN	Cessation progressive visant à renforcer les initiatives des OSC	
	Médias		
	Bianco/Balise		
Solidarité des OSC			Création d'un dialogue à la base, remettre le dialogue à la base

Résultats des travaux de groupe 2 : Formulation du plan d'action

Après une priorisation des défis et formulation des actions, ci-après le plan d'action synthétisant les idées des participants à l'atelier.

Défis/priorités	Actions proposées	Cibles	Priorité
Renforcer la visibilité et l'influence des OSC au niveau régional et national	Mise en réseau des OSC (plateforme, coalition)	Plateformes régionales et district des OSC Plateformes thématiques	
	Redynamisation des plateformes régionales	Plateformes régionales et district des OSC	
	Création d'un dialogue à la base	OSC et autorités locales	
Consolider la crédibilité et la structuration des OSC	Vulgariser l'approche Ne laisser personne pour compte pour plus d'inclusivité	OSC au niveau régional Fanainga +	
	Appui à la formalisation / structuration des OSC	Fanainga +	
	Renforcement de l'Organisation interne des OSC (administration des RH et des finances, cadre juridique)	Fanainga + OSC	
	Appui au renforcement des partenariats locaux	Fanainga + OSC Partenaires internationaux	
Promouvoir la collaboration et le partage entre OSC	Partage de connaissances et d'expériences	OSC Partenaires nationaux et internationaux	
	Création d'alliances stratégiques entre OSC	OSC Fanainga +	
Intégrer pleinement les OSC dans les dispositifs institutionnels et les processus de décision	Renforcement de l'approche basée sur les droits humains	OSC Fanainga +	
	Intégration des OSC au sein des instances décisionnelles (COSAN, SLC, ...)	Plateforme régionales/districts Mouvement Rohy	
	Formation / renforcement de capacités en plaidoyer, leadership	Fanainga +	

Région Anôsy

Contexte particulier de la région Anôsy

Préalablement à la réalisation de l'atelier de consultation, il a été entrepris un entretien auprès du Président de la PFR OSC dans une démarche évaluative de la capacité des OSC en termes d'influences.

L'entretien a permis de mettre en lumière les points suivants :

- Cadre de collaboration des OSC au niveau de la région : une scission des OSC est notée : d'une part, celles qui sont financées par QMM et d'autre part, celle qui revendique l'application des cahiers de charge ;
- Un problème de reconnaissance de la SC par les autorités locales en raison de l'avènement d'autres plateformes de citoyens mais non d'organisation créée par les anciens leaders des Plateformes ;
- Une méconnaissance du rôle de la SC par les citoyens et les autorités elles-mêmes ;
- Des revendications et intérêt centrés autour de l'exploitation minière QMM.

Elaboration d'un plan de plaidoyer

L'assistance a formé deux groupes et a formulé des plans de plaidoyer :

Groupe 1 :

Thème	Emploi des jeunes dans la région Anôsy
Contexte	Plus de 800 candidats ont répondu à une offre d'emploi lancée par QMM (MSP). Aucun des jeunes n'a été recruté. Le jour de l'entretien, des groupes de personnes ont été déjà recrutés à ces postes sans être présentés, ni à l'écrit ni à l'oral. Ces employés recrutés proviennent tous d'un ancien projet de CRS ou Catholic Relief Service. Des jeunes ayant eu vent de cet acte de QMM ont interpellé la plateforme sur l'existence de cette discrimination.
Objectifs	Objectif général : Transparence dans le recrutement au sein de la société QMM et Redevabilité de la société envers la population de la région Objectifs spécifiques : Respect de la charte QMM, (The Way we work QMM), PGES Favoriser le recrutement local
Messages et cibles de plaidoyer	• QMM • CTD • Etat • Jeunes • Population • Inspection du travail
Actions	Collecte de données Rédaction d'un plan de plaidoyer

	Redynamisation du guichet unique, maison NERA Mise en place d'une alliance OSC CTD
--	---

Groupe 2

Thème	Protection des espèces sauvages menacées au niveau de la région Androy
Contexte	Espèces endémiques et menacés Espèces en voie d'extinction Culturelles Explication de la prolifération du commerce illicite : forte demande, exportation, pauvreté ambiante, Cas : Tranohova, 400 espèces séquestrés par la Gendarmerie
Objectifs	Réduction du trafic des espèces protégés
Cibles et messages de plaidoyer	• Communautés villageoises, Président fokontany : Renforcer la surveillance et la vigilance au niveau communautaire • Maires, District, Chef de région (Gouverneur) : Prise de responsabilité à son niveau • DREDD, forces de l'ordre (Gendarmerie, police) : Augmentation de l'effectif pour entreprendre la surveillance • Député : Adoption de loi et application de ces dites lois • Ministre : Mise en place de mesures d'accompagnement (plantation de cactus pour l'alimentation des tortues)
Actions	A1. Formation des jeunes au niveau locaux sur la protection des espèces sauvages protégées, Communication de masse (radio, tam, focus group) A2. Mise en place de Dina A3. Organisation de descente inopinée, renforcement de la coordination A4. Soutien à l'adoption et l'application des Dina A5. Recherche de partenariat (Plateforme, USAID, Artiste)

Analyse de participation sociale et politique de la société civile

- Existence d'institutions, de structures
- Mobilisation des OSC : Existence d'initiatives (Salon des OSC, Good it's a day)
- Existence des structures au niveau des OSC : PFROSC, PFDOSC, PFROSC, Copil Fanainga
- Méconnaissance du rôle des OSC
- Difficulté dans la légitimité de la représentation des OSC
- OSC non actif
- Reconnaissance des OSC dans le cadre du projet TADY (Diaspora)

- Collaboration et relation avec les institutions/entités : Problème de reconnaissance des OSC, perception de manque de cohésion des OSC. Pas de réception des OSC par le Gouverneur et son SG.
- Besoin en renforcement de capacités
- Existence d'OSC business : mauvaise perception des citoyens et des institutions à la recherche de financement
- Problème de l'accès à l'information
- Moyens financiers insuffisants
- Division entre la société civile : la SC a reçu les fonds de la société QMM. Cela a entraîné un conflit d'intérêt.
- DID : Directeur des infrastructures et du développement dit entreprendre la mise en place.
- Méconnaissance de l'existence et du rôle des OSC.
- La société ne semble pas percevoir l'impact des OSC.
- La société civile n'est pas reconnue pas.

Formulation du plan d'action

Défis	Actions	Cibles	Priorité
Reconnaissance de la société civile en tant qu'acteur de développement incontournable	Regroupement et redynamisation des OSC (cartographie des OSC, organisation des AG de la plateforme, réunion périodique, élections des membres, ...)	PFROSC Fanainga +	Haute
	Capitalisation des actions de visibilité existantes (Organisation du salon de la société civile à Fort-Dauphin, Good it's a day)	Fanainga + Autorités locales (régions, districts, directions régionales, ...) OSC locales	Haute
	Renforcement des partenariats existantes/ Mise en place de cadre de partenariat avec les autorités locales	OSC locales	Moyen
	Renforcement du processus d'élection/désignation des OSC au sein des différentes instances	PFROSC	Haute
	Intégration et engagement des leaders traditionnels dans les activités des OSC	PFROSC Leaders traditionnels (Lonaky)	Haute
Autonomie des OSC (financière et décisionnelle)	Financement stratégique des OSC	Fanainga +	Haute
	Diversification des sources de financements des OSC	PFRSOSC Fanainga +	Haute
	Appui à l'élaboration des plans stratégiques des OSC et l'opérationnalisation	Fanainga +	
	Redynamisation de la PFROSC/PF District (organisation régulière des AG et sessions)	Plateformes Fanainga +	Haute
	Appui technique et financier des initiatives locales (suivi de l'utilisation des redevances minières, surveillance communautaire, suivi du respect du cahier des charges, mise en place de dialogue communautaire, renforcement de capacités des communautés au niveau de la commune Petriky, ...)	Fanainga +	Haute
	Renforcement des expertises locales en matière de négociation et médiation, d'évaluation d'impacts environnementaux/Mapping des expertises	Fanainga +	Haute

Défis	Actions	Cibles	Priorité
	locales (minier, environnemental, foncier, droits humains)		
Meilleure proactivité des OSC	Formation des OSC sur l'approche basée sur les droits humains	Fanainga +	Moyen
	Visite d'échange avec d'autres OSC venant d'autres régions	Autres plateformes régionales Mouvement Rohy Fanainga +	Moyen
	Mise à niveau des OSC à travers les séances de formations et d'accompagnement : • Session 1 : Cadre juridique et réglementaire (lois minières, cadre de gouvernance, normes internationales, droit foncier et des communautés locales) • Session 2 : Enjeux environnementaux : impacts environnementaux et méthodologie d'évaluation • Session 3 : Fiscalité minière, plaidoyer et mobilisation citoyenne • Session 4 : Soft skills (leadership, négociation, gestion de conflits, résistance non violente, communication écrite, • Session 5 : Protection des défenseurs des droits humains	Fanainga +	Haute
	Collaboration avec des réseaux et des plateformes (partenariat avec des organisations nationales et internationales ex : PWYP, CRAAD-OI), et création de coalitions	Fanainga +	Moyen
	Renforcement de capacités communautaires (formation en leadership, création de comité de surveillance communautaire, appuis juridiques voire création de clinique juridique)	Fanainga +	Haute
	Organisation de séances d'échanges avec la compagnie minière (procédures Rio Tinto, The Way we work/Code de conduite,)	QMM	Moyen

Région Diana

Contexte particulier de la région Diana

Préalablement à la réalisation de l'atelier de consultation, la mission a réalisé des entretiens préalables auprès de la Coalition Anti-corruption, le mouvement Nifin'Akanga et la CNTD ou Coalition Namako ny Tany Diana.

Les points saillants des entretiens sont notamment :

- Une peur collective des représailles malgré une non-acceptation du statut quo ;
- Un comportement individualiste des OSC et des citoyens en général ;
- L'existence d'une vingtaine d'aires protégées au niveau de la région ;
- L'inexistence ou l'incapacité de fédérer les OSC au sein d'une unique plateforme ;
- Problématiques préoccupant les communautés actuelles : expropriation de l'Ile Sakatia, Jirama et coupures d'électricités, protection de l'environnement (mangroves), démocratie (cas du Maire condamné pour corruption)
- Le problème de la relève : manque de valorisation de la jeunesse au niveau local
- Les OSC dans la thématique environnementale sont plus écoutées ;
- Perception des OSC : caisse de résonance de l'opposition,
- Méconnaissance par la société civile de son rôle.

Élaboration d'un plan de plaidoyer

L'assistance a formé quatre (04) groupes et a formulé des plans de plaidoyer :

Groupe 1.1

Contexte et justification	JIRAMA Coupure d'électricité, non-respect des horaires de délestage
Objectifs de plaidoyer	Mise en place d'un programme de délestage Avis préalable avant coupure
Acteurs	Directeur JIRAMA ENELEC Préfet, gouverneur, maire OSC, consommateur
Messages de plaidoyer	Zahay mila jira mandeha tsy tapaka (Nous avons besoin d'électricité qui marche)
Stratégie et actions	Rencontre avec la JIRAMA Rencontre avec les citoyens Recueillir l'avis des citoyens et des leaders traditionnels

Groupe 1.1

Contexte et justification	Hausse des tarifs taxi brousse Pas de bénéfice des agriculteurs
---------------------------	--

	Inflation au niveau des prix
Objectifs de plaidoyer	Loi unique sur le tarif des taxi brousses
Acteurs	RAD Leader traditionnel Direction transport Député Ministère ...
Messages de plaidoyer	Faire descendre le prix des taxi brousses
Stratégie et actions	Rencontre Interpellation Sensibilisation médias

Groupe 2.1 :

Contexte et justification	Les gens se plaignent du montant des médicaments. Pas d'affichage des médicaments
Objectifs de plaidoyer	Transparence autour du prix des médicaments Médicaments prix uniformisé
Acteurs	Chef CSB : Chef Fokontany Commune Médecin inspecteur DRSP
Messages de plaidoyer	Il n'y a pas de stabilité sans la transparence La santé publique est une priorité
Stratégie et actions	Approche directe : rencontre avec les acteurs Rencontre avec les différentes parties prenantes

Groupe 2.2

Contexte et justification	Université Nord de Madagascar : décès, asphyxie des étudiants, infrastructures vétustes
Objectifs de plaidoyer	Améliorer le bien-être des étudiants (vie associative et estudiantine)
Acteurs	Association des étudiants Association des originaires Journalistes ODDH
Messages de plaidoyer	Néant
Stratégie et actions	Réunion périodique avec les associations des étudiants Documentation de recherche

	Canaux de communication à créer entre les étudiants et les parents
--	--

Analyse de participation sociale et politique de la société civile

- Manque de communication
- Manque de connaissance des responsabilités des OSC
- Disparité des Osc
- Manque de volonté (tsy tavandraigna)
- Conflit de génération
- Les Osc ne prennent pas leur responsabilité
- Insuffisance de force et capacité à influencer l'État
- Manque de considération
- Manque de crédibilité : peur de se faire phagocyter par les OSC anciennes
- Manque de solidarité/ Faible relation inter OSC

Formulation du plan d'action

Défis	Actions	Cibles	Niveau de priorité
Solidarité de la société civile à travers un réseau fort	Regroupement et fédération des OSC	OSC	Haute
	Constitution et clarification des objectifs et structures d'une Plateforme des OSC Diana (benchmarking des dispositifs organisationnels)	OSC et partenaires Fanain ga +	Haute
	Développer une base de données consultable par chaque OSC	OSC	Moyen
	Création d'évènement annuel pour lancer la visibilité et cohésion des OSC (forum des OSC régionales ou s'intégrer dans les organisations)	OSC Fanain ga +	Moyen
	Mobilisation de toutes les OSC pour une cause	OSC	Haute
	Collaboration avec les OSC et les organismes nationaux (SIF, HCDH, Rohy, ...)	OSC	Haute
Professionnalisme des OSC	Série de formations (technique de recoupement des informations, plaidoyer, législation relative aux thématiques d'intervention, approche basée sur les droits humains, ...)	Fanain ga +	Haute
	Établir une stratégie préventive pour les causes à plaidoyer à l'avenir	Future Plateforme	Moyen
	Visite d'échange entre les OSC des autres régions	OSC Partenaires	Moyen
	Accroissement de la visibilité des OSC : Création d'évènement annuel pour lancer la visibilité et cohésion des OSC (forum des OSC régionales ou s'intégrer dans les organisations), organisation de porte ouverte	OSC	Moyen
Espace d'échanges, de dialogue et de	Redynamisation de la plateforme régionale des OSC Diana	OSC	Haute
	Création de plateformes digitales (réseaux sociaux, groupe d'échanges WhatsApp, ...)	Fanain ga + OSC Partenaires	Haute
	Création d'opportunités de leadership pour les jeunes (la relève)	OSC Fanain ga +	Moyen

Défis	Actions	Cibles	Niveau de priorité
partenariat	Intégration des OSC dans les instances de participation locale (SLC, OMC, COSAN, ...)	OSC	Moyen
	Mise en place de Partenariat Public Privé (3P)	OSC	Moyen
Autonomie des OSC	Intégration dans les OSC nationales (SIF, HCDH, Rohy)	SIF, HCDH, ROHY, AVG, Fanainga + Prosperer, WWF, WCS, KFW, AFD, USAID, PISCA	Haut
	Booster le fundraising		
	Mise en place d'un revolving fund		

Annexe – Références documentaires

CCOC – MSIS/Tatao, analyse-succincte-du-plfi-2025 (<https://msis-tatao.org/2024/11/29/analyse-succincte-du-plfi-2025/>)

Civil Society Research Collective, *Starting from the South. Advancing Southern leadership in civil society advocacy collaborations* (Policy Brief # 1, December 2019)

Fanainga, *Comprendre la Société Civile Malagasy* (Mars 2020)

G. Costantini et Hermes Conseil, *Comprendre la société civile malagasy et son rôle après la transition politique. Rapport final*, Fanainga, 2020

G. Costantini, R.J. Macuacua, *As prácticas de reforço da acção da sociedade civil no Programa PAANE 2* (UE, MINEC GON, 2023)

Harilanto Ravelomanantsoa Rajaonarivo Andrianarivelo, Politique ouverte : structures locales de concertation dans les municipalités de Sahanivotry et Masindray, Madagascar, ONG Saha, 2021 (https://etico.iiep.unesco.org/sites/default/files/2022-01/OPEN_GOV_EDU_MADAGASCAR.pdf)

<https://aim.co.mg/> (AIM)

<https://craadoimada.com/>

<https://indri.solutions/>

<https://monitor.civicus.org/country/madagascar/>

<https://msis-tatao.org/> (MSIS Tatao)

<https://terresmalagasys.info/qui-sommes-nous/article/collectif-pour-la-defense-des-terres-malagasys-tany>

<https://tolotsoa.org/>

<https://www.asosmada.mg/> (ASOS Madagascar)

<https://www.facebook.com/actionintercooperationmadagascar.mg>

<https://www.facebook.com/observatoireelectionsmada>(Safidy)

<https://www.facebook.com/ONGLalana/>

<https://www.facebook.com/people/LGW-Life-Giving-Water/100082641919701/>

<https://www.facebook.com/profile.php?id=100063653036869> (RAVITSARA)

<https://www.facebook.com/RohyMadagasikara>

<https://www.ivorary.org/qui-sommes-nous/> (IVORARY)

<https://www.lalana.org/fr/presentation> (ONG Lalana)

<https://www.mef.gov.mg/dgcf/textes-pdf/decentralisation/DECRETS/Decret%202015957%20structure%20locale%20de%20concertation.pdf>

<https://www.rohymadagasikara.net/>

<https://www.rohymadagasikara.net/nos-visions-valeurs-et-missions/>

<https://www.rohymadagasikara.net/nos-visions-valeurs-et-missions/> (Mouvement Rohy)

<https://www.saha.mg/wp-content/uploads/2021/08/1-guide-accompagnement-slc.pdf> (ONG Saha, Guide d'accompagnement des SLC)

ICE (G. Costantini, T. Nkosi, S. Gwabuya, S.P. Rule), *Mapping of Civil Society in the human rights and social justice sectors in South Africa*, UE, 2017

Kingdon, J. W. . *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, MI: The University of Michigan (1995)

Margit van Wessel, *Linking and localizing in multi-level advocacy. Lessons from the Capacitating Change programme, University of Wageningen – Cordaid* (2021)

MSIS/Tatao, *Projet de Loi sur l'entrepreneuriat social et/ou de conservation, une voie certaine de développement selon la société civile*, 2021 (<https://msis-tatao.org/2021/01/26/article-1/>)

MSIS/Tatao, *Structure Locale de Concertation : les missionnaires du développement*, 2023 (<https://msis-tatao.org/2023/09/29/structure-locale-de-concertation-les-missionnaires-du-developpement/>)

PNUD (2020). *Analyse d'opportunité d'implication (Engagement scan) de la société civile dans les politiques et les lois relatives à la santé à Madagascar*. (<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/Madagascar-civil-society-engagement-scan-fr.pdf>)

Sandron, F. (2008). LE FIHAVANANA À MADAGASCAR : LIEN SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DES COMMUNAUTÉS RURALES. *Revue Tiers Monde*, n° 195(3), 507-522. <https://doi.org/10.3917/rtm.195.0507>.

Union Européenne, *Feuille de route pour l'engagement de l'UE avec la société civile à Madagascar pour la période 2021-2025* (Octobre 2021)

UsAid, ICLN, FHI 360, 2021 *Civil Society Organization Sustainability Index for Sub-Saharan Africa*, 13th Edition (DECEMBER 2022)